



Crédit photo : Alvi management, 2014

PLAN DE COMPENSATION 2014-2020 DES SURCÔÛTS DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE DE SAINT-MARTIN (V3)

Le campement / Bâtiment 2
87 Quai de Queyries 33100 Bordeaux
France

Email : thomasbinet@vertigoconseil.eu
Tel : 0684773605

VERTIGO/CONSEIL

www.vertigoconseil.eu

Table des matières

1.Introduction.....	3
2.Analyse et stratégie retenue pour structurer les filières de la pêche et de l'aquaculture.....	3
2.1. La pêche à Saint-Martin.....	3
2.1.1.Non-professionnalisation du secteur	3
2.1.2.Zone de pêche réduite.....	3
2.1.3.Faible structuration du secteur.....	4
2.1.4.Une production totale inconnue.....	4
2.1.5.La pêche à Saint-Martin : atouts, faiblesses, opportunités et contraintes.....	4
2.2.Aquaculture.....	6
2.3.Transformation.....	6
2.4.Commercialisation	6
1.Les surcoûts de la pêche et l'aquaculture.....	6
1.1.Approche méthodologique de calcul des surcoûts.....	6
1.1.1.Collecte de données.....	6
1.1.2.Précisions de méthodes.....	6
2.5.Produits supportant des surcoûts.....	6
2.7.Identification des opérateurs supportant des surcoûts.....	21
2.8.Calcul des surcoûts de la pêche	21
2.8.1.Pêche hauturière des poissons pélagiques.....	21
2.8.2.Pêche hauturière de poissons démersaux (vivaneaux).....	23
2.8.3.Pêche côtière des poissons démersaux, crustacés et mollusques.....	25
2.9.Calcul des surcoûts pour l'aquaculture.....	27
2.9.1.Les aliments.....	27
2.9.2.Juvéniles.....	28
2.9.3.Surcoûts liés à l'absence d'expertise locale et au contexte cyclonique.....	29
2.9.4.Frais bancaires.....	29
2.9.5.Assurances.....	29
2.9.6.Communications.....	29
2.9.7.Synthèse.....	29
2.10.Les surcoûts de la collecte.....	33
2.11.Les surcoûts de la transformation.....	34
3.Stratégie d'action du plan de compensation 2014-2020.....	35
3.1.Objectifs du plan de compensation.....	35
3.2.Mise en œuvre du plan de compensation 2014-2020.....	35
3.2.1.Etape provisoire (2014-2015).....	35

3.2.2.Etape fonctionnelle (2017).....	35
3.3.Proposition de mesures.....	36
3.3.1.Aide à la production de la pêche pélagique hauturière.....	36
3.3.2.Aide à la production de la pêche du vivaneau.....	36
3.3.3.Aide production de la pêche côtière.....	37
3.3.4.Aide à la production aquacole.....	38
3.3.5.Aide à la collecte.....	38
3.3.6.Aide à la transformation	38
3.4.Tableau récapitulatif des aides FEAMP à la compensation des surcoûts.....	38
4.Références bibliographiques.....	40

1. Introduction

Afin de permettre à Saint-Martin de bénéficier des mêmes opportunités que celles prévalant dans l'ensemble de l'Union Européenne, le FEAMP pour sa programmation 2014-2020 prévoit de compenser les surcoûts que subissent les acteurs de la filière de la pêche et de l'aquaculture. Le plan de compensation, présenté ici dans sa version enrichie traduit les principales contraintes économiques rencontrées par la filière et présente une estimation des surcoûts associés aux secteurs pêche, transformation et aquaculture sur l'île. Il est le résultat d'un travail de concertation conduite auprès des acteurs de la filière et d'une analyse économique des activités.

Le plan de compensation présenté ci-dessous reprend la structure du plan de compensation telle que définie dans le règlement d'exécution n°7771/2014 de l'UE. Il a été enrichi par souci de lisibilité et de cohérence avec les enjeux des secteurs pêche et aquaculture de Saint-Martin, les objectifs du plan de compensation et de développement de la filière, la mise en œuvre pratique du plan et le contenu des mesures à financer.

2. Analyse et stratégie retenue pour structurer les filières de la pêche et de l'aquaculture

2.1. La pêche à Saint-Martin¹

2.1.1. Non-professionnalisation du secteur

Le secteur des pêches à Saint-Martin regroupe une large part de pêcheurs non professionnels avec des marins non enrôlés. Ce caractère informel des pêches à Saint-Martin est son trait principal et le principal obstacle à une bonne connaissance des indicateurs y afférant (volumes de captures, valeurs, structure, proportions de métiers, etc.).

Les données officielles d'avril 2014 font état de **12 marins enrôlés**, d'âge moyen 47 ans pour une flotte comptant **10 navires**, à majorité de type saintoise, de longueur moyenne 8,4 mètres, de puissance moyenne 285 cv.

Les trois métiers pratiqués se rapportent à l'utilisation de trois engins de pêche :

- la ligne pour la pêche des grands pélagiques au large ;
- la palangre de fond pour la pêche des vivaneaux, pratiquée au large également ; et
- le casier pour la pêche côtière (poissons démersaux et crustacés côtiers – langoustes).

¹ Cette partie a bénéficié des informations collectées et analysées récemment dans une étude diagnostic de filière (Alvi management, 2014), ainsi qu'une réunion conduite avec la profession en octobre 2014.

La pêche est pour la plupart des entreprises une pratique multimétier en raison principalement du caractère saisonnier de chaque métier. Ainsi, la pêche pélagique est pratiquée durant six mois entre novembre et avril ; la pêche côtière est pratiquée durant 9 à 10 mois. Seule la pêche du vivaneau est pratiquée toute l'année par une entreprise spécialisée dans ce métier.



Figure : Quai de pêche proche Marine Port La Royale (crédit: Alvi management, 2014)

La fiche du SIH 2012 sur Saint-Martin recense 19 navires et 30 marins (Ifremer, 2012). Elle relève également le caractère multimétier des entreprises de pêche avec les mêmes trois différents métiers (ligne, casier, palangre).

Une enquête recensant le secteur non-professionnel a été conduite en 2009 (Touzé, 2009). Celle-ci recense 25 navires de pêche actifs, dont 75% immatriculés à Saint-Martin et 50 marins-pêcheurs. Les pratiques évoquées sont la ligne (pour 70% des navires), la nasse (40%) et la palangre (20%).

L'enquête de terrain conduite par Alvi management en mai 2014 a, elle, relevé un total de **41 navires** de pêche à Saint-Martin, dont une majorité à Grand Case (15) et Quartier d'Orléans (14). Les navires sont souvent immatriculés à St Marteen, la partie néerlandaise de l'île. Cette même enquête a estimé le nombre de marins à 82 individus.



Figure : Navires de pêche à Cul-de-Sac (crédit: Alvi management, 2014)

Finalement, ces enquêtes permettent de relever l'importance de la **pêche non professionnelle** à Saint-Martin, tant en termes économiques que d'impact sur la ressource : **un navire sur quatre ancré à Saint-Martin serait inconnu !** Ce constat souligne le besoin urgent de soutenir la professionnalisation du secteur, pour lui assurer une meilleure visibilité sur le poids économique qu'il représente pour l'île, mieux connaître l'impact de ces pratiques sur les ressources exploitées et structurer la filière.

2.1.2. Zone de pêche réduite

Historiquement, l'île de Saint-Martin a vu sa zone économique exclusive (ZEE) fortement se réduire, au point d'en arriver aujourd'hui à un espace maritime fort restreint (estimé à 1 000 km²). Les pêcheurs de Saint-Martin peuvent opérer dans une zone de pêche très réduite par la proximité des îles voisines d'Anguilla et par la partie néerlandaise de Saint-Martin. La zone de pêche de Saint-Martin est présentée à la figure suivante.

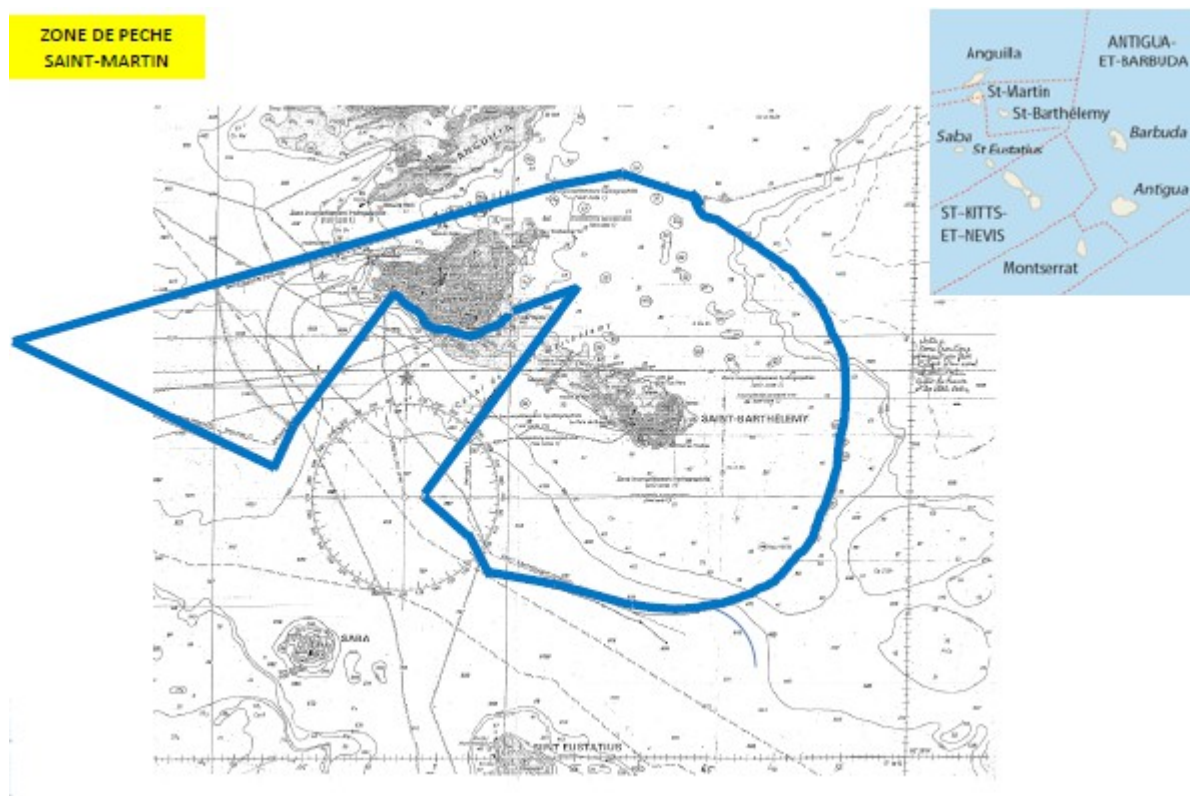


Figure : zone de pêche de Saint-Martin (source: Alvi management, 2014)

Les limites sud de cette zone sont encore reconnues de manière unilatérale par le pays tiers et font l'objet de négociation. Seule la limite avec Anguilla au nord-est est bien définie.

Cette zone de superficie est diminuée pour les opérations de pêche par la présence de la réserve nationale de Saint-Martin à l'est de l'île. Seule la pêche des appâts est autorisée dans la zone de la réserve. En outre, la zone marine de Saint Barthélemy, considérée ici, n'est pas préférée par les pêcheurs de Saint-Martin, en raison des conflits avec les pêcheurs de Saint Barthélemy pour l'accès à cette zone.

Finalement, la zone de pêche des navires de Saint-Martin est très réduite en superficie ce qui pousse les marins à gagner d'autres zones de pêche, parfois sans bénéficier d'une autorisation d'accès à ces zones. Un accord de pêche avec Anguilla pour l'accès des navires de Saint-Martin à ce très large espace maritime (137000 km²) est en discussion sans qu'un consensus n'ait été trouvé à ce jour.

2.1.3. Faible structuration du secteur

Saint-Martin ne possède pas de véritable port de pêche. Les points de débarque sont divers et peu organisés –à l'exception de celui du marché aux poissons de Marigot et de celui en partie néerlandaise du marché aux poissons de Simpson Bay. Il existe dans le Grand Etang –proche de la Marina Port La Royale -un quai d'accostage et un terrain pour la pêche –mais avec peu de moyens techniques. Partie française, des projets ont existé mais ne se sont pas concrétisés à ce jour. La carte qui suit présente les principaux points de concentration des navires.



Figure : Points de concentration des navires de pêche - partie française et néerlandaise de l'île (source: Alvi management, 2014)

Le niveau d'organisation professionnelle de la filière est faible à Saint-Martin. L'organisation de la filière n'est aujourd'hui possible qu'à travers l'Association des Marins Pêcheurs de l'Île de Saint-Martin (AMPSM) –créé en 1996 –et réactivée depuis 2013. C'est la seule structure opérationnelle de l'île reconnue comme telle. La FEDMER (Fédération de la Filière Mer) –embryon d'interprofession –a été créée en 2011 mais n'est plus active à ce jour (démission du dernier Bureau en Août 2013). L'association des Pêcheurs Traditionnels de Quartier d'Orléans –créée en 2006 -existe, mais est relativement peu active.

Le secteur du mareyage est à ses prémices donc non collectivement organisé à ce jour.

2.1.4. Une production totale inconnue

La production des pêches de Saint-Martin n'est pas connue. Les statistiques officielles de production des navires ne sont pas disponibles, faute de déclarations des productions des navires de pêche. La FAO dans sa base de données reporte tous les ans 200 tonnes de capture. Ifremer, par le biais de son Système d'Information Halieutique opérationnel en Guadeloupe et Martinique, n'a pas conduit d'analyse sur Saint-Martin. L'analyse du SIH consiste en une modélisation à partir d'échantillonnage conduits dans les points de débarquement un échantillon. Mais ce travail n'a pas été réalisé à Saint-Martin.

Faute de données de production, quelques études ont tenté d'estimer la production : une fiche de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint-Martin (CCISM) a estimé à 69 tonnes en 2001 la production de 8 navires professionnels. Plus récemment, le bureau Alvi management a tenté d'estimer la production à partir d'une enquête de terrain.

PRODUCTION ESTIMÉE									
NOMBRE DE NAVIRES		SAISON	DUREE (mois)	PRODUCTION MOYENNE SEMAINE (kg)	NOMBRE DE SEMAINE PAR AN	PRIX MOYEN DE VENTE (€)	QUANTITE (tonne)		VALEUR (€)
OFFICIEL	10	HAUTE	4	100	40	10 €	13		133 333 €
	10	BASSE	8	50	40	10 €	13	27	266 667 €
ESTIME	41	HAUTE	4	100	40	10 €	55		546 667 €
	41	BASSE	8	50	40	10 €	55	109	1 093 333 €
OFFICIEL	10	HAUTE	4	200	40	10 €	27		266 667 €
	10	BASSE	8	100	40	10 €	27	53	533 333 €
ESTIME	41	HAUTE	4	200	40	10 €	109		1 093 333 €
	41	BASSE	8	100	40	10 €	109	219	2 186 667 €
OFFICIEL	10	HAUTE	4	400	40	10 €	53		533 333 €
	10	BASSE	8	100	40	10 €	27	80	800 000 €
ESTIME	41	HAUTE	4	400	40	10 €	219		2 186 667 €
	41	BASSE	8	100	40	10 €	109	328	3 280 000 €

Figure : Estimations des volumes et valeurs des captures de la pêche à Saint-Martin (source: Alvi management, 2014)

Ces estimations correspondent à des niveaux de production par navire compris entre 1,3 tonnes et 8 tonnes par an. Nos entretiens conduits avec quelques-uns des pêcheurs professionnels de l'île ont permis d'affiner les données de production par navire qu'il n'était pas possible d'estimer avec les données disponibles. Aussi, les données communiquées par les pêcheurs sont les suivantes :

- 7 tonnes par navire pour la pêche pélagique au large pour un nombre moyen de sorties de 52 (2 sorties par semaine pendant 6 mois) ;
- 7,5 tonnes pour la pêche du vivaneau avec 119 jours de sorties ;
- 6 tonnes par navire pour la pêche côtière avec un nombre de sorties de 84 sorties (2 sorties par semaine pendant 9 à 10 mois).

2.1.5. La pêche à Saint-Martin : atouts, faiblesses, opportunités et contraintes

Tableau : atouts, faiblesses, opportunités, menaces (d'après ALVI management, 2014)

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
La vente directe	Zone maritime restreinte	Le dynamisme du secteur touristique	La ciguatera
Des prix de vente élevés	Absence d'accords de coopération pêche	L'image " gastronomie française "	Le poisson Lion
Des techniques de pêche relativement douces	Surexploitation de la bande côtière	La volonté politique de structurer la production	Les algues brunes
La haute saison touristique	Absence d'organisation professionnelle	La réserve naturelle nationale	La pêche illégale
Le Marché aux Poissons de Marigot	Absence de réglementation locale des pêches	L'écotourisme	Le " tout tourisme & plaisance "
Une forte demande des locaux	Effectif faible de pêcheurs professionnels	La coopération inter-frontalière (Anguilla –Sint-Maarten)	Concurrence des pêcheurs non professionnels
	Effectif faible des navires de pêche professionnelle	Le Feamp	Concurrence des pêcheurs anguillais
	Manque de moyens techniques à terre	Le Marché aux Poissons de Simpson Bay	Concurrence des pêcheurs côté NL
	Avitaillement non organisé	Synergie avec la structuration de l'agriculture	Différentiel des charges entre côté NL et FR
	Multiplicité des points de débarque		Concurrence des plaisanciers
	Absence de traçabilité		
	Respect des normes sanitaires		
	Vide entre Production et Consommation		
	Isolement du secteur		
	Coût de la mise aux normes des bateaux		

2.2. Aquaculture

Il n'y a pas d'aquaculture sur Saint-Martin. Des projets de ferme aquacole marine au moyen de cages à poissons sont en cours de réflexion, sans projet précis à ce jour.

Le littoral de Saint-Martin peut accueillir des projets d'aquaculture marine, notamment en raison de l'ouverture de ses baies, beaucoup plus grandes qu'en Guadeloupe. Mais ces baies ouvertes sont aussi exposées aux tempêtes, le récent cyclone Gonzalo a causé la perte de plus de 60 navires au mouillage dans ces baies. Aussi le potentiel de développement aquacole est important pour cette île, mais les dispositifs devront tenir compte des risques cycloniques (cages immergées notamment). La réserve nationale pourrait accompagner de tels projets à l'avenir.

En revanche, l'aquaculture d'eau douce n'est pas envisageable, en raison de la faible disponibilité en eau douce et de la forte pollution constatée dans les étendues d'eau douce de l'île.

2.3. Transformation

La transformation, inexistante aujourd'hui, représente une opportunité intéressante pour Saint-Martin, sensiblement équivalente à celle de Guadeloupe. Les débouchés commerciaux existent sur place, par la demande des restaurants et des consommateurs locaux. Des produits comme le poisson fumé ou la confection de préparations cuisinées (boudins, rillettes, etc.) sont des produits demandés localement et appréciés des touristes et des résidents. Aussi, des entreprises de transformation trouveraient largement leur place au sein de la filière pêche et aquaculture de Saint-Martin, à condition de dépasser certaines contraintes d'investissement liées à l'absence d'autres entreprises de transformation sur place et de production (caractère artisanal des ateliers).

2.4. Commercialisation

Les débouchés des produits de la pêche à Saint-Martin sont exclusivement locaux. La totalité des captures est écoulee sur le marché aux poissons de Marigot Bay ou de Simpson Bay côté néerlandais, ou livré à domicile chez des particuliers ou auprès des supermarchés et restaurateurs de l'île. Le mode de commercialisation est en cela assez semblable au mode de commercialisation de Guadeloupe : vente directe en bord de route ou livraison à domicile auprès d'une multitude de clients.



Figure : Marché aux poissons de Marigot Bay (crédit: Alvi management, 2014)

Des pêcheurs de l'île peuvent jouer le rôle de mareyeurs et rachètent des produits d'autres pêcheurs pour les revendre à leurs clients. Des mareyeurs spécialisés sont installés sur le marché de Marigot Bay et achètent des produits aux pêcheurs d'Anguilla qui viennent débarquer à Marigot Bay.

Des données précises d'importations ou d'exportations n'ont pu être collectées sur Saint-Martin en particulier. Pourtant, les importations sont très importantes, en provenance d'Anguilla notamment : beaucoup de pêcheurs anguillais débarquent à Marigot Bay pour vendre leurs poissons aux mareyeurs installés sur le marché aux poissons. Plusieurs pêcheurs de Saint-Martin achètent aussi régulièrement du poisson aux pêcheurs anguillais pour le revendre sur l'île. Les exportations sont en revanche très limitées. Elles semblent cantonnées à la vente en frais sur le marché au poisson de Simpson Bay à Sint Marteen.

1. Les surcoûts de la pêche et l'aquaculture

1.1. Approche méthodologique de calcul des surcoûts

1.1.1. Collecte de données

La collecte de données a été compliquée par un manque de données des pêches à l'échelle de Saint Martin (voir ci-dessus). Aussi, et compte-tenu du nombre réduit de pêcheurs professionnels déclarés sur l'île, il a semblé préférable de collecter des données auprès de ces pêcheurs directement. Cette collecte a eu lieu lors d'une réunion tenue le 27 octobre à Saint Martin.

A la différence de la Guadeloupe où le SIH Ifremer permet de connaître les volumes totaux pour l'ensemble des opérateurs, il a été nécessaire de procéder différemment à Saint Martin. Ainsi, les volumes moyens annuels de production par type de pêche ont été estimés lors de cette réunion, et le volume total de production des opérateurs professionnels déclarés déduits.

Les données de prix pour l'estimation des surcoûts ont été collectées par :

- Collecte de données de prix auprès de fournisseurs : des devis ont été demandés auprès des fournisseurs de matériel de l'île ; lorsque des devis n'ont pu être collectés, les fournisseurs ont été contactés par téléphone pour connaître les prix pratiqués.
- Collecte de données économiques de métropole : la collecte a été opérée par des contacts avec des fournisseurs par téléphone ou des prix relevés sur des sites internet de vente de matériel (accastillage, pêche, électronique, etc.).

Les auteurs tiennent à disposition les catalogues et devis utilisés pour les calculs des surcoûts.

1.1.2. Précisions de méthodes

Quelques précisions sont à considérer pour la prise en compte des calculs qui suivent :

- Les prix considérés ci-dessous correspondent à des moyennes annuelles de prix enregistrés, généralement des prix de catalogue 2014. Il a été demandé aux fournisseurs de communiquer des prix moyens annuels lors de leur établissement de devis.
- Des dépenses particulières liées à des besoins supérieurs à ceux de métropole ont été considérés plus bas. Il s'agit des besoins supérieurs liés aux handicaps spécifiques des RUP qui, comme le rappelle le règlement n°1046/2014 incluent « l'éloignement, l'insularité, leur faible superficie, le relief difficile, leur dépendance économique vis-à-vis d'un petit nombre de produits et des conditions climatiques particulières ». Ainsi, l'atomicité des points de vente ou l'utilisation supérieure de glace, par exemple, sont associés à des handicaps des RUP et sont donc pris en compte dans les calculs ci-après.
- Les méthodes de calcul de surcoût sont très spécifiques d'un poste de dépense à un autre, les précisions de calcul sont à chaque fois précisées dans le poste concernée ci-dessous.
- Les prix des fournisseurs sont généralement produits en dollars US. Un taux de change de 0,76 euro par dollar a été utilisé ici, il s'agit d'une moyenne sur l'année 2014.
- Les prix considérés ici sont hors taxes. La plupart des pêcheurs professionnels n'étant pas en régime de franchise en base de TVA, les prix considérés ici sont HT.

2.5. Produits supportant des surcoûts

L'ensemble des produits de la pêche et de l'aquaculture de Saint-Martin supportent des surcoûts pour leur production, il est donc pertinent de considérer l'ensemble de ces produits dans le plan de compensation. L'évaluation des surcoûts est opérée par groupe d'espèces et non spécifique compte tenu de la grande diversité spécifique des captures.

On distingue deux catégories principales de produits de la pêche à Saint-Martin : les poissons pélagiques issus de la pêche au large, à la traîne et généralement près des dispositifs de concentration de poissons. Près des côtes, le deuxième groupe d'espèces est celui regroupant les poissons démersaux côtiers pêchés généralement avec des nasses. A cette catégorie s'ajoute une catégorie de crustacés (langoustes surtout) et mollusques côtiers, capturés également par la pêche côtière à l'aide de casiers. Ces produits sont vendus soit en frais, entier ou vidés, soit en darnes ou filetés. Il n'y pas de transformation de ces produits sur l'île.

A ces deux catégories s'ajoute une troisième, pratiquée par un seul pêcheur enregistré et déclaré (plusieurs autres pêcheurs pratiquent cette pêche mais restent non déclarés), il s'agit de la pêche du vivaneau à la palangre.

Pour l'aquaculture, seule la production d'ombrine ocellée est considérée ici. L'aquaculture de poisson marin est en effet la seule opportunité, en raison du manque et de la pollution de l'eau douce disponible pour l'aquaculture d'eau douce. Une autre opportunité peut être la production d'algues.

Tableau : Catégories de produits de la pêche et de l'aquaculture qui supportent des surcoûts

#	(1) Catégories	(2) Dénomination commerciale	(3) Nom scientifique	(4) Code FAO	(5) Présentation	(6) Code NC	(7) Quantité
1	Pélagiques hauturiers	Albacore	<i>Thunnus albacares</i>	YFT	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	60 tonnes (objectif 240 tonnes en 2020)
2	Pélagiques hauturiers	Albacore	<i>Thunnus albacares</i>	YFT	Fumé, préparé sous forme de saucisson	0305	
3	Pélagiques hauturiers	Carangues	<i>Caranx spp.</i>	CGX	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
4	Pélagiques hauturiers	Comètes	<i>Elagatis bippinulata</i> , <i>Benthocometes robustus</i>	RRU, OBR	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
5	Pélagiques hauturiers	Coryphène commune	<i>Coryphaena hippurus</i>	DOL	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
6	Pélagiques hauturiers	Makaïre bleu	<i>Makaira nigricans</i>	BUM	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
7	Pélagiques hauturiers	Makaïre bleu	<i>Makaira nigricans</i>	BUM	Fumé, préparé sous forme de rillettes	0305	
8	Pélagiques hauturiers	Makaïre blanc	<i>Tetrapturus albidus</i>	WHM	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
9	Pélagiques hauturiers	Makaïre blanc	<i>Tetrapturus albidus</i>	WHM	Fumé, préparé sous forme de rillettes	0305	
10	Pélagiques hauturiers	Poissons-bourses	<i>Aluterus spp.</i>	FFX	Frais, entier ou fileté	0302, 0304	
11	Pélagiques hauturiers	Thazard-bâtard	<i>Acanthocybium solandri</i>	WAH	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
12	Pélagiques hauturiers	Thazard-bâtard	<i>Acanthocybium solandri</i>	WAH	Préparé sous forme de rillettes	0305	
13	Pélagiques hauturiers	Thazards	<i>Scomberomorus spp.</i>	KGX	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
14	Pélagiques hauturiers	Thazards	<i>Scomberomorus maculatus</i>	KGX	Fumé, préparé sous forme de rillettes	0305	
15	Pélagiques hauturiers	Thons pélamides divers (listao et autres bonites)	<i>Katsuwonus pelamis</i> , <i>Sarda spp.</i>	SKJ, BZX	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
16	Pélagiques hauturiers	Thons pélamides divers (listao et autres bonites)	<i>Katsuwonus pelamis</i> , <i>Sarda spp.</i>	SKJ, BZX	Préparé sous forme de rillettes	0305	
17	Pélagiques hauturiers	Voilier de	<i>Istiophorus laticaudus</i>	SAI	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	

		l'Atlantique					
18	Pélagiques hauturiers	Voilier de l'Atlantique	<i>Istiophorus laticaudus</i>	SAI	Fumé, préparé sous forme de rillettes	0305	
19	Démersaux hauturiers	Vivaneaux (gros yeux, oreilles noires et royales, surtout)	<i>Lutjanus spp.</i> <i>Lutjanus, lutjanus,</i> <i>Lutjanus buccanell,</i> <i>Etelis oculatus</i>	SNA, LJJ, LJU, EEO	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	7,5 tonnes (objectif 50 tonnes en 2020)
20	Poissons démersaux côtiers	Perroquets (tricolore, royal surtout)	<i>Scarus spp.</i>	PWT, UVH	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	50 tonnes (objectif 200 tonnes en 2020)
21	Poissons démersaux côtiers	Méroux (rougettes, cabots)	<i>Epinephelus spp.,</i> <i>Cephalopholis spp.</i>	GPN, EPA	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
22	Poissons démersaux côtiers	Poissons-bourses	<i>Aluterus spp.,</i> <i>Cantherines spp.</i>	AWI, FLF	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
23	Poissons démersaux côtiers	Gorettes (tambours)	<i>Haemulon flavolineatum,</i> <i>Haemulon scirius</i>	Pas de code	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
24	Poissons démersaux côtiers	Chirurgiens	<i>Acanthurus spp.</i>	SUR	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
25	Poissons démersaux côtiers	Marignans	<i>Sargocentron spp.</i>	HWH, AXH	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
26	Poissons démersaux côtiers	Capucins (rougets, souris)	<i>Mullus spp.</i>	MUX	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
27	Poissons démersaux côtiers	Coffres	<i>Ostraciidae</i>	BXF	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
28	Poissons démersaux côtiers	Beauclaires	<i>Priacanthus spp.</i>	BIG	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
29	Poissons démersaux côtiers	Murènes	<i>Muraenidae</i>	MUI	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
30	Poissons démersaux côtiers	Raies	<i>Raja spp.</i>	SPX	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
31	Poissons démersaux côtiers	Labres, crénilabres	<i>Symphodus spp.</i>	YFX	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	

32	Poissons côtiers démersaux	Mulets	<i>Mugilidae</i>	MUL	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
33	Poissons côtiers démersaux	Pagres	<i>Acanthopagrus latus</i>	YWF	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
34	Poissons côtiers démersaux	Daubenets	<i>Calamus spp.</i>	PLG	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
34	Poissons côtiers démersaux	Rougets-barbets barberin	<i>Parupeneus barberinus</i>	RFP	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
36	Crustacés et mollusques côtiers	Langouste blanche	<i>Panulirus argus</i>	SLC	Frais, entier	0302, 0304	20 tonnes
37	Crustacés et mollusques côtiers	Lambi (strombe rosé)	<i>Strombus gigas</i>	COO	Frais, entier, préparé sous forme de rillettes ou boudins	0302, 0304, 0305	
38	Crustacés et mollusques côtiers	Crabe royal des Caraïbes	<i>Mithrax spinosissimus</i>	MXI	Frais, entier, préparé sous forme de rillettes ou boudins	0302, 0304, 0305	
39	Crustacés et mollusques côtiers	Pieuvres, poulpes	<i>Octopodidae</i>	OCT	Frais, entier	0302, 0304	
40	Crustacés et mollusques côtiers	Langouste brésilienne	<i>Panulirus guttatus</i>	NLG	Frais, entier	0302, 0304	
41	Crustacés et mollusques côtiers	Crabe moro	<i>Carpilius corallinus</i>	KPC	Frais, entier	0302, 0304	
42	Crustacés et mollusques côtiers	Cigale marie- carogne	<i>Scyllarides aequinotialis</i>	YLA	Frais, entier	0302, 0304	
43	Poissons d'aquaculture marine	Loups Caraïbes / Ombrine ocellée	<i>Sciaenops ocellatus</i>	RDM	Frais, entier, ou éviscéré, ou éviscéré et écaillé, fileté, en darnes, fumé, congelé	0302, 0304, 0305	objectif 15T en (2020)
44	Algues d'aquaculture	Algues d'aquaculture	<i>Algae</i>	SZX	Fraîches, séchées, transformées	0302, 0304, 0305	objectif 10T en (2020)

2.6. Identification des opérateurs supportant des surcoûts

Les secteurs pêche et aquaculture regroupent trois segments : les producteurs (pêcheurs ou aquaculteurs), les transformateurs et les opérateurs de commercialisation. Si ces trois segments ne sont pas représentés aujourd'hui à Saint-Martin, il convient de les considérer pour un développement à venir de la filière. La plupart du temps, la commercialisation est assurée par les producteurs eux-mêmes.

L'ensemble de ces opérateurs supportent des surcoûts liés à l'éloignement de Saint-Martin. Ces surcoûts sont supportés pour l'ensemble des produits de ces segments. Pour rappel, le tableau suivant présente les différents opérateurs et les produits ou catégories de produits considérés par ces segments.

Tableau : Identification des opérateurs

#	(1) Opérateurs ou leurs associations	(2) Produits ou catégories de produits [Selon les colonnes (1) ou (2) du tableau précédent]
1.	Pêche	Poissons pélagiques hauturiers ; vivaneau ; poissons démersaux côtiers ; crustacés et mollusques côtiers
2.	Aquaculture	poissons d'eau de mer en aquaculture, algues d'aquaculture.
3	Transformation	Poissons pélagiques hauturiers ; vivaneau ; poissons démersaux côtiers ; crustacés et mollusques côtiers ; poissons d'eau de mer en aquaculture ; algues d'aquaculture.
4	Commercialisation	Poissons pélagiques hauturiers ; vivaneaux ; poissons côtiers ; crustacés et mollusques côtiers ; poissons d'eau de mer en aquaculture.

2.7. Calcul des surcoûts de la pêche

Le calcul des surcoûts de la pêche est réalisé pour trois types de pêche, correspondant aux types de produits principaux : la pêche pélagique du large, la pêche du vivaneau et la pêche côtière (poissons démersaux et crustacés et mollusques côtiers).

Le texte qui suit présente les surcoûts supportés par les pêcheurs et la méthode utilisée pour calculer ce surcoût. Pour chaque type de pêche, les postes de dépenses sont considérés et les surcoûts supportés par rapport à des pratiques équivalentes en métropole sont calculés.

La difficulté de ce travail mené à Saint-Martin est que les volumes de pêche sont inconnus. L'IFREMER à travers le système d'information halieutique (SIH) n'a pas conduit d'évaluation précise des captures et aucun chiffre n'est disponible. Face à cette absence de données de production, et compte tenu du nombre limité de pêcheurs sur l'île, des enquêtes ont été conduites auprès de pêcheurs professionnels et déclarés pratiquant ces différents types de pêche. Un volume moyen a été utilisé d'après les données collectées auprès de ces pêcheurs, en fonction des captures par sortie et du nombre moyen de sortie dans l'année. Ces volumes sont de :

- 7 tonnes par navire pour la pêche pélagique au large avec un nombre de sorties de 52 (2 sorties par semaine pendant 6 mois) ;
- 7,5 tonnes pour la pêche du vivaneau avec 119 jours de sorties ;
- 6 tonnes par navire pour la pêche côtière avec un nombre de sorties de 84 sorties (2 sorties par semaine pendant 9 à 10 mois).

Il s'agit de volumes et de nombre de marées de pêcheurs professionnels spécialisés qui ne pratiquent que cette activité et qui seront les bénéficiaires du plan de compensation. Aussi ces volumes sont plus importants que les volumes moyens estimés à partir des données totales (5,3 tonnes/an pour l'estimation moyenne).

2.7.1. Pêche hauturière des poissons pélagiques

	Détermination de la Colonne A : à gauche la justification, à droite la méthode de calcul		Détermination de la colonne B : à gauche la justification, à droite le coût ou prix de référence		Surcoût : C = A- B
Poste	Références DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/tonne ou kilo (par type de pêche) <u>Colonne A</u>	Justification	Coût/prix de référence métropole <u>Colonne B</u>	
Carburant	<p><u>prix unitaire carburant</u> : Prix moyen annuel = 1,07 €/L Source = moyenne réalisée à partir de relevés conduits sur 2013 et 2014. Les tarifs moyens pour l'année 2013 montrent des écarts majeurs, entre 0,96€/L pour les stations Delta petrol, 0,99€/L et 1,26€/L pour les autres fournisseurs des stations utilisées par les marins (Cadisco et SARL Boats Services). A Saint-Martin, le prix moyen annuel de l'essence sur l'année 2013 était donc estimé à 1,07€/L. Ce tarif a été conforté lors de relevés de terrain d'octobre 2014 : les tarifs variaient entre 0,99€/L et 1,24€/L.</p> <p><u>données de consommations</u> : données de consommation = 350 L/sortie (pêche hauturière)</p> <p><u>sources</u> : consommation par sortie</p>	<p>1) <u>prix unitaire carburant</u> = moyenne des prix relevés (pas d'arrêtés préfectoraux pour l'essence sans plomb détaxée, seul carburant utilisé par les pêcheurs).</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix unitaire*consommation de carburant par sortie*nombre de sorties)/Volume poids vif produit soit : 1,07*350*52/7= 2782€ /T (pêche hauturière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole (calculé sur la base du modèle de calcul DOM ci-dessus et de la référence métropole) Soit : 2782€ /T - 1768€ /T = 1014€ /T (pêche hauturière)</p>	Le prix de référence est calculé sur la base d'une moyenne 2013 du prix du carburant dans les ports de Lorient, le Guilvinec, et Boulogne sur mer	0,68 €/l moyenne 2013	3) calcul du surcoût : 1014€ /T

	<p>fournie par une enquête auprès des pêcheurs hauturiers de l'île. Les pêcheurs naviguent sur de très grandes distances pour rejoindre leurs différents dispositifs de concentration de poissons ancrés au large.</p> <p>Année(s) de référence : 2013 et 2014</p>				
Lubrifiant	<p><u>prix unitaire lubrifiant</u> : Prix moyen annuel = 6€/L Source : prix moyen constaté pour les huiles utilisées sur moteurs essence HB chez un accastilleur et un mécanicien Année de référence : 2014</p> <p><u>données de consommations</u> : consommation de 15 L par mois (90 L/an car la saison dure 6 mois) fournie par une enquête auprès des pêcheurs hauturiers de l'île Année de référence : 2014</p>	<p>1) <u>prix unitaire lubrifiant</u> = moyenne des prix du lubrifiant sur l'année de référence</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix unitaire*consommation de lubrifiant par navire* nombre de navire)/ Volume poids vif produit soit 6 *90/7 = 77 € /T (pêche hauturière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : 77€ /T - 54€ /T = 23€ /T (pêche hauturière)</p>	<p>Les prix retenus : moyenne de prix 2014 des sites agri leader et lubexel pour une huile 15W40 conditionnée en fût de 200L (www.agrileader.fr ; www.lubexcel.com), leaders sur le marché de la fourniture de produits et pièces pour la pêche.</p>	2,53€/l	3) calcul du surcoût : 23€ /T
Pièces d'usure	<p><u>Coût pièces d'usure</u> : coût moyen annuel = 20€/sortie soit 1040€/an</p> <p>sources : les coûts de maintenance mécanique est estimé à 20€ /sortie pour Guadeloupe et Saint-Martin (Guyader et al., 2013)</p>	<p>1) <u>Coût pièces d'usure</u> : coût moyen annuel des pièces d'usures</p> <p>2) <u>calcul</u> : Coût moyen annuel/ Volume poids vif produit Soit : 1040/7 = 149€ /T (pêche hauturière)</p>	<p>D'après les relevés de prix de la liste de matériel jointe en annexe, les surcoûts avec la métropole sont établis à</p> <p>43%</p>	Base de calcul de surcoût fournie en annexe du plan	3) calcul du surcoût : 45€ /T

	Année(s) de référence : 2013	3) <u>calcul du surcoût</u> : $149\text{€} / \text{T} - 104\text{€} / \text{T} = 45\text{€} / \text{T}$ (pêche hauturière)			
Entretien y compris carénage	NON QUANTIFIABLE		<p>Les coûts d'entretien dépendent principalement des infrastructures portuaires, existantes ou pas, et de leur niveau d'équipement.</p> <p>Ces surcoût sont réels et d'autant plus élevés lorsqu'il n'existe pas d'équipement ou d'infrastructure spécifique ou adapté.</p>		
Equipement de pêche, de navigation et de sécurité	Les surcoûts évalués ne sont pas significatifs				
Appâts	<p><u>prix unitaire appâts</u> : 6,35€/kg en moyenne -Appât balaou (poisson) : 12 € pour un sachet de 2kg -Appât calamar : 9,12 € pour un sachet de 1,36 kg (source : données devis Guadeloupe)</p> <p><u>données de consommations</u> : données de consommation = 350 kg appâts/an (pêche hauturière) Source : enquête auprès de pêcheurs de l'île Année de référence : 2013</p>	<p>1) <u>prix unitaire appâts</u> = 6,35€/kg en moyenne</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix unitaire*consommation d'appâts)/ Volume poids vif produit (modèle d'activité) $6,35 * 350 / 5,59 = 398\text{€} / \text{T}$ (pêche hauturière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : $398\text{€} / \text{T} - 63\text{€} / \text{T} = 335\text{€} / \text{T}$</p>	La référence : prix d'achat des appâts pour la pêche côtière et pélagique des CRPMEM des Pays de la Loire et de PACA.	1 €/kilo d'appâts année de référence 2013	335€/T
Glace pour cale à poisson	<p><u>prix unitaire glace</u> : La machine coûte 8000 euros à</p>	1) <u>prix unitaire glace</u> = 0,5€/kg de glace pour une unité de	La référence retenue est celle de la glace vendue pour les	0.05 € / kilo de glace	308€/T

	<p>l'achat (avec un amortissement prévu sur 5 ans) et les coûts inhérents en eau et électricité sont de 400 €/mois, soit 2400 €/an (d'après entretiens avec pêcheurs). L'autre solution consiste à acheter des blocs de glace ou des glaçons, solution préférée de certains pêcheurs côtiers, mais ces deux solutions étant plus onéreuses.</p> <p>Prix moyen annuel = 2400 € par navire</p> <p>Source : enquête auprès de pêcheurs de l'île Année de référence : 2013/2014</p> <p><u>données de consommations</u> : données de consommation = 4800 kg glace/an par navire (pêche hauturière)</p> <p>Source : d'après enquête auprès de pêcheurs de l'île Année de référence : 2013</p>	<p>production de glace par navire.</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix unitaire*consommation de glace)/ Volume poids vif produit (modèle d'activité) Soit : $0,5 * 4800 / 7 = 343 \text{ €/T}$ (pêche hauturière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : $343 - 0.05 * 4800 / 7 = 308 \text{ €}$</p>	pêcheurs des Pays de la Loire et de PACA.	Année de référence 2013	
Redevance d'infrastructure portuaire	<p>NON Quantifiable</p> <p>Situations trop disparates pour effectuer des calculs pertinents</p>				

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V3 – décembre 2014

Frais financiers	<p><u>Chiffre d'affaires :</u> CA annuel = 7 tonnes * 10 €/kg = 70000 € sources : évaluation d'après prix de vente moyen du poisson et captures moyenne par navire Année(s) de référence : 2013</p> <p><u>Taux moyen d'emprunt :</u> Taux moyen d'emprunt : 6,3% Source : IEDOM, 2014</p>	<p>1) <u>coût de base</u> = 3 mois CA (pour le BFR) = (CA annuel/12)*3 soit 17500 €</p> <p>2) <u>calcul</u> : (coût de base*taux moyen d'emprunt)/ Volume produit poids vif (modèle d'activité) soit 157 €/T</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole (calculé sur la base du modèle de calcul DOM ci-dessus) Soit 157 €/T – 67 €/T = 90 €/T</p>	Etude IEDOM 2014 = taux d'emprunt en métropole à 2,70%	taux métropole 2,70 %	90 €/T
Assurance	<p>NON quantifiable</p> <p>Les primes sont très élevées et parfois il n'existe pas d'offre d'assurance ce qui oblige le pêcheur à supporter lui-même son risque de vol, dégradation...</p>		La pêche métropolitaine dispose d'une offre d'assurance normale.		
Télécommunication	<p>Non quantifiable</p> <p>Les coûts d'accès aux télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcout pouvant être très élevés par rapport à une économie qui dispose elle de tous les moyens de communication moderne</p>				
Services de Conseils					

	Non quantifiable : problématique plutôt conjoncturelle que structurelle : le surcoût est lié au fait qu'il faille faire venir des compétences dans ces territoires lorsqu'elles n'existent pas localement du fait de l'étroitesse du marché.				
Coût liés aux activités de commercialisation visée à l'article 68 du FEAMP	NON RENSEIGNE				
Approvisionnement alimentaire (équipage)	<p><u>coût approvisionnement alimentaire</u> :</p> <p>coût moyen annuel = 2080 €/an</p> <p>sources : frais de 40 euros par sortie évalués d'après d'après enquête auprès de pêcheurs répartis sur l'île ; nombre de sorties de 52 par an.</p> <p>Année(s) de référence : 2013</p>	<p>1) <u>coût approvisionnement alimentaire</u> = coût moyen annuel de l'approvisionnement alimentaire de l'équipage</p> <p>Soit 2080 €/an</p> <p>2) <u>calcul</u> : Coût/volume produit (pêche hauturière)</p> <p>Soit</p> <p>2080/7=297 €/T</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole</p> <p>Soit</p> <p>297 €/T-247€/T=50€/T</p>	étude Insee 2010 = surcoût de la vie de 20 % à Saint-Martin (base Guadeloupe) d'après INSEE, 2010.	Coût dans le DOM/ (1+surcoût entre le DOM et la métropole)= coût en métropole	50€/T
SURCOUT GLOBAL PAR KG DE POISSON PECHE					Total des surcoûts = 1865 €/T

2.7.2. Pêche hauturière de poissons démersaux (vivaneaux)

	Détermination de la Colonne A : à gauche la justification, à droite la méthode de calcul		Détermination de la colonne B : à gauche la justification, à droite le coût ou prix de référence		Surcoût : C = A- B
Poste	Références DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/tonne ou kilo (par type de pêche) <u>Colonne A</u>	Justification	Coût/prix de référence métropole <u>Colonne B</u>	
Carburant	<p><u>prix unitaire carburant :</u> Prix moyen annuel = 1,07 €/L Source = moyenne réalisée à partir de relevés conduits sur 2013 et 2014. Les tarifs moyens pour l'année 2013 montrent des écarts majeurs, entre 0,96€/L pour les stations Delta petrol, 0,99€/L et 1,26€/L pour les autres fournisseurs des stations utilisées par les marins (Cadisco et SARL Boats Services). A Saint-Martin, le prix moyen annuel de l'essence sur l'année 2013 était donc estimé à 1,07€/L. Ce tarif a été conforté lors de relevés de terrain d'octobre 2014 : les tarifs variaient entre 0,99€/L et 1,24€/L.</p>	<p>1) <u>prix unitaire carburant</u> = moyenne des prix relevés (pas d'arrêtés préfectoraux pour l'essence sans plomb détaxée, seul carburant utilisé par les pêcheurs).</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix unitaire*consommation de carburant par sortie*nombre de sorties)/Volume poids vif produit soit : 1,07*17630/7,5= 2515€ /T (pêche hauturière démersale)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole (calculé sur la base du modèle de calcul DOM ci-dessus et de la référence métropole) Soit : 2515€ /T - 1598€ /T = 917€ /T (pêche hauturière)</p>	<p>Le prix de référence est calculé sur la base d'une moyenne 2013 du prix du carburant dans les ports de Lorient, le Guilvinec, et Boulogne sur mer</p>	<p>0,68 €/l moyenne 2013</p>	<p>3) calcul du surcoût : 917€ /T</p>

	<p><u>données de consommations</u> : données de consommation = 17630 L/an (pêche hauturière démersale)</p> <p><u>sources</u> : consommation par an sur base comptable fournie par un pêcheur professionnel de l'île.</p> <p>Année(s) de référence : mai 2013-avril 2014</p>				
Lubrifiant	<p><u>prix unitaire lubrifiant</u> : Prix moyen annuel = 6€/L Source : prix moyen constaté pour les huiles utilisées sur moteurs essence HB chez un accastilleur et un mécanicien Année de référence : 2014</p> <p><u>données de consommations</u> : consommation de 15 L par mois (150 L/an car la saison dure 10 mois) fournie par une enquête auprès des pêcheurs hauturiers de l'île Année de référence : 2014</p>	<p>1) <u>prix unitaire lubrifiant</u> = moyenne des prix du lubrifiant sur l'année de référence</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix unitaire*consommation de lubrifiant par navire* nombre de navire)/ Volume poids vif produit soit $6 * 150 / 7,5 = 120 \text{ € /T}$ (pêche hauturière démersale)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : $120 \text{ € /T} - 50,6 \text{ € /T} = 69,4 \text{ € /T}$ (pêche hauturière démersale)</p>	<p>Les prix retenus : moyenne de prix 2014 des sites agri leader et lubexel pour une huile 15W40 conditionnée en fût de 200L (www.agrileader.fr ; www.lubexcel.com), leaders sur le marché de la fourniture de produits et pièces pour la pêche.</p>	2,53€/l	3) calcul du surcoût : 70€ /T
Pièces d'usure	<p><u>Coût pièces d'usure</u> : coût moyen annuel = 3854€/an</p> <p><u>sources</u> : consommation par an sur base comptable fournie par un pêcheur</p>	<p>1) <u>Coût pièces d'usure</u> : coût moyen annuel des pièces d'usures</p> <p>2) <u>calcul</u> : Coût moyen annuel/ Volume poids vif produit Soit : $3854 / 7,5 = 514 \text{ € /T}$ (pêche hauturière démersale)</p>	<p>D'après les relevés de prix de la liste de matériel jointe en annexe, les surcoûts avec la métropole sont établis à</p> <p>43%</p>	Base de calcul de surcoût fournie en annexe du plan	3) calcul du surcoût : 155€ /T

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V3 – décembre 2014

	professionnel de l'île. Année(s) de référence : mai 2013-avril 2014	3) <u>calcul du surcoût</u> : 514€ /T – 359 € /T = 155 € /T (pêche hauturière démersale)				
Entretien y compris carénage	NON QUANTIFIABLE			Les coûts d'entretien dépendent principalement des infrastructures portuaires, existantes ou pas, et de leur niveau d'équipement. Ces surcoût sont réels et d'autant plus élevés lorsqu'il n'existe pas d'équipement ou d'infrastructure spécifique ou adapté.		
Equipement de pêche, de navigation et de sécurité	Les surcoûts évalués ne sont pas significatifs					
Appâts	<u>prix unitaire appâts</u> : 7,30 euros/kg en moyenne (calcul d'après dépenses et données de consommation annuelle) <u>Source</u> : consommation par an sur base comptable fournie par un pêcheur professionnel de l'île. Année(s) de référence : mai 2013-avril 2014 <u>données de consommations</u> : données de consommation = 350 kg appâts/an (pêche hauturière)	1) <u>prix unitaire appâts</u> = 7,30 euros/kg en moyenne 2) <u>calcul</u> : (Prix unitaire*consommation d'appâts)/ Volume poids vif produit (modèle d'activité) 7.30*350/7,5= 341€/T (pêche hauturière démersale) 3) <u>calcul du surcoût</u> : 341€/T – 47€/T= 294€/T		La référence : prix d'achat des appâts pour la pêche côtière et pélagique des CRPMEM des Pays de la Loire et de PACA.	1 €/kilo d'appâts année de référence 2013	294€/T

	Source : enquête auprès de pêcheurs de l'île Année de référence : 2013					
Glace pour cale à poisson	<p><u>prix unitaire glace</u> : 0,5€/kg de glace pour une unité de production de glace par navire.</p> <p>Source : consommation par an sur base comptable fournie par un pêcheur professionnel de l'île. Année de référence : mai 2013/avril 2014</p> <p><u>données de consommations</u> : données de consommation = 3840 kg glace/an par navire (pêche hauturière démersale)</p> <p>Source : consommation par an sur base comptable fournie par un pêcheur professionnel de l'île. Année de référence : mai 2013/avril 2014</p>	<p>1) <u>prix unitaire glace</u> = 0,5€/kg de glace pour une unité de production de glace par navire.</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix unitaire*consommation de glace)/ Volume poids vif produit (modèle d'activité) Soit : $0,5 \times 3840 / 7,5 = 256 \text{ €/T}$ (pêche hauturière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : $256 - 0,05 \times 3840 / 7 = 230 \text{ €}$</p>		La référence retenue est celle de la glace vendue pour les pêcheurs des Pays de la Loire et de PACA.	0,05 € / kilo de glace Année de référence 2013	230€/T
Redevance d'infrastructure portuaire	<p>NON Quantifiable</p> <p>Situations trop disparates pour effectuer des calculs pertinents</p>					
Frais financiers	<p><u>Chiffre d'affaires</u> : CA annuel = 7,5 tonnes * 10 €/kg = 75000 €</p>	<p>1) <u>coût de base</u> = 3 mois CA (pour le BFR) = (CA annuel/12)*3 soit 18750 €</p>		Etude IEDOM 2014 = taux d'emprunt en métropole à 2,70%	taux métropole 2,70 %	90 €/T

	<p>sources : évaluation d'après prix de vente moyen du poisson et captures moyenne par navire Année(s) de référence : 2013</p> <p><u>Taux moyen d'emprunt</u> : Taux moyen d'emprunt : 6,3% Source : IEDOM, 2014</p>	<p>2) <u>calcul</u> : (coût de base*taux moyen d'emprunt)/ Volume produit poids vif (modèle d'activité) soit 157 €/T</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole (calculé sur la base du modèle de calcul DOM ci-dessus) Soit 157 €/T – 67 €/T = 90 €/T</p>				
Assurance	<p>NON quantifiable</p> <p>Les primes sont très élevées et parfois il n'existe pas d'offre d'assurance ce qui oblige le pêcheur à supporter lui-même son risque de vol, dégradation...</p>			La pêche métropolitaine dispose d'une offre d'assurance normale.		
Télécommunication	<p>Non quantifiable</p> <p>Les coûts d'accès aux télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcout pouvant être très élevés par rapport à une économie qui dispose elle de tous les moyens de communication moderne</p>					
Services de Conseils	<p>Non quantifiable : problématique plutôt</p>					

	conjoncturelle que structurelle : le surcoût est lié au fait qu'il faille faire venir des compétences dans ces territoires lorsqu'elles n'existent pas localement du fait de l'étroitesse du marché.					
Coût liés aux activités de commercialisation visée à l'article 68 du FEAMP	NON RENSEIGNE					
Approvisionnement alimentaire (équipage)	<u>coût approvisionnement alimentaire</u> : coût moyen annuel = 3100 €/an Source : consommation par an sur base comptable fournie par un pêcheur professionnel de l'île. Année de référence : mai 2013/avril 2014	1) <u>coût approvisionnement alimentaire</u> = coût moyen annuel de l'approvisionnement alimentaire de l'équipage Soit 3100 €/an 2) <u>calcul</u> : Coût/volume produit (pêche hauturière) Soit $3100/7,5=413 \text{ €/T}$ 3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole Soit $413 \text{ €/T}-159 \text{ €/T}=254\text{€/T}$		Le panier de référence est un panier repas à 10 € par jour. La référence de cette pêche est de 119 jours de sortie	159 €/T	254 €/T
SURCOUT GLOBAL PAR KG DE POISSON PECHE						Total des surcoûts = 2010 €/T

2.7.3. Pêche côtière des poissons démersaux, crustacés et mollusques

	Détermination de la Colonne A : à gauche la justification, à droite la méthode de calcul		Détermination de la colonne B : à gauche la justification, à droite le coût ou prix de référence		Surcoût : C = A- B
Poste	Références DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/tonne ou kilo (par type de pêche) <u>Colonne A</u>	Justification	Coût/prix de référence métropole <u>Colonne B</u>	
Carburant	<p><u>prix unitaire carburant</u> : Prix moyen annuel = 1,07 €/L Source = moyenne réalisée à partir de relevés conduits sur 2013 et 2014. Les tarifs moyens pour l'année 2013 montrent des écarts majeurs, entre 0,96€/L pour les stations Delta petrol, 0,99€/L et 1,26€/L pour les autres fournisseurs des stations utilisées par les marins (Cadisco et SARL Boats Services). A Saint-Martin, le prix moyen annuel de l'essence sur l'année 2013 était donc estimé à 1,07€/L. Ce tarif a été conforté lors de relevés de terrain d'octobre 2014 : les tarifs variaient entre 0,99€/L et 1,24€/L.</p> <p><u>données de consommations</u> : données de consommation = 80 L/sortie (pêche côtière démersale)</p>	<p>1) <u>prix unitaire carburant</u> = moyenne des prix relevés (pas d'arrêtés préfectoraux pour l'essence sans plomb détaxée, seul carburant utilisé par les pêcheurs).</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix unitaire*consommation de carburant par sortie*nombre de sorties)/Volume poids vif produit soit : 1,07*80*84/6= 1198€ /T (pêche côtière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole (calculé sur la base du modèle de calcul DOM ci-dessus et de la référence métropole) Soit : 1198€ /T - 762€ /T = 436€</p>	Le prix de référence est calculé sur la base d'une moyenne 2013 du prix du carburant dans les ports de Lorient, le Guilvinec, et Boulogne sur mer	0,68 €/l moyenne 2013	3) calcul du surcoût : 436€ /T

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V3 – décembre 2014

	<p><u>sources</u> : consommation par sortie fournie par une enquête auprès des pêcheurs côtiers de l'île.</p> <p>Année(s) de référence : 2013 et 2014</p>	/T (pêche côtière)			
Lubrifiant	<p><u>prix unitaire lubrifiant</u> : Prix moyen annuel = 6€/L Source : prix moyen constaté pour les huiles utilisées sur moteurs essence HB chez un accastilleur et un mécanicien Année de référence : 2014</p> <p><u>données de consommations</u> : consommation de 8 L par mois fournie par une enquête auprès des pêcheurs côtiers de l'île</p> <p>Année de référence : 2014</p>	<p>1) <u>prix unitaire lubrifiant</u> = moyenne des prix du lubrifiant sur l'année de référence</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix unitaire*consommation de lubrifiant par navire* nombre de navire)/ Volume poids vif produit soit $6 * 96 / 6 = 96 \text{ € /T}$ (pêche côtière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : $96 \text{ € /T} - 40 \text{ € /T} = 56 \text{ € /T}$ (pêche hauturière)</p>	<p>Les prix retenus : moyenne de prix 2014 des sites agri leader et lubexel pour une huile 15W40 conditionnée en fût de 200L (www.agrileader.fr ; www.lubexcel.com), leaders sur le marché de la fourniture de produits et pièces pour la pêche.</p>	2,53€/l	3) calcul du surcoût : 56€ /T
Pièces d'usure	<p><u>Coût pièces d'usure</u> : coût moyen annuel identiques à ceux de Guadeloupe, soit entre 8 et 12 € par sortie (10 € en moyenne) soit 840€/an</p> <p>sources : les coûts de maintenance mécanique est estimé à 10€ /sortie pour Guadeloupe et Saint-Martin (Guyader et al., 2013)</p> <p>Année(s) de référence : 2013</p>	<p>1) <u>Coût pièces d'usure</u> : coût moyen annuel des pièces d'usures</p> <p>2) <u>calcul</u> : Coût moyen annuel/ Volume poids vif produit Soit : $840 / 6 = 140 \text{ € /T}$ (pêche côtière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : $140 \text{ € /T} - 98 \text{ € /T} = 42 \text{ € /T}$ (pêche côtière)</p>	<p>D'après les relevés de prix de la liste de matériel jointe en annexe, les surcoûts avec la métropole sont établis à</p> <p>43%</p>		3) calcul du surcoût : 42€ /T

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V3 – décembre 2014

Entretien y compris carénage	NON QUANTIFIABLE		Les coûts d'entretien dépendent principalement des infrastructures portuaires, existantes ou pas, et de leur niveau d'équipement. Ces surcoût sont réels et d'autant plus élevés lorsqu'il n'existe pas d'équipement ou d'infrastructure spécifique ou adapté.		
Equipement de pêche, de navigation et de sécurité	Les surcoûts évalués ne sont pas significatifs				
Appâts	<p><u>prix unitaire appâts</u> : 1,25€/kg en moyenne (source : enquête pêcheurs)</p> <p><u>données de consommations</u> : données de consommation = 8 kg appâts/sortie (pêche côtière) Source : enquête auprès des pêcheurs de l'île Année de référence : 2013</p>	<p>1) <u>prix unitaire appâts</u> = 1,25€/kg en moyenne</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix unitaire*consommation d'appâts)/ Volume poids vif produit (modèle d'activité) 1,25*560/6= 117€/T (pêche hauturière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : 117€/T – 93€/T= 24€/T</p>	La référence : prix d'achat des appâts pour la pêche côtière et pélagique des CRPMEM des Pays de la Loire et de PACA.	1 €/kilo d'appâts année de référence 2013	24€/T
Glace pour cale à poisson	<p><u>prix unitaire glace</u> : Prix moyen annuel = 630 € par navire</p> <p><u>données de consommations</u> :</p>	<p>1) <u>prix unitaire glace</u> = 0,5€/kg de glace pour une unité de production de glace par navire.</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix</p>	La référence retenue est celle de la glace vendue pour les pêcheurs des Pays de la Loire et de PACA.	0,05 € / kilo de glace Année de référence	94€/T

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V3 – décembre 2014

	<p>données de consommation = 1260 kg glace/an par navire (pêche côtière)</p> <p>Source : d'après enquête auprès de pêcheurs de l'île</p> <p>Année de référence : 2013</p>	<p>unitaire*consommation de glace)/ Volume poids vif produit (modèle d'activité)</p> <p>Soit :</p> <p>$0,5 \times 1260 / 6 = 105 \text{ €/T}$ (pêche côtière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> :</p> <p>$105 - 0,05 \times 1260 / 6 = 94 \text{ €}$</p>		2013	
Redevance d'infrastructure portuaire	<p>NON Quantifiable</p> <p>Situations trop disparates pour effectuer des calculs pertinents</p>				
Frais financiers	<p><u>Chiffre d'affaires</u> :</p> <p>CA annuel = 6 tonnes * 10 €/kg = 60000 €</p> <p>sources : évaluation d'après prix de vente moyen du poisson et captures moyenne par navire Année(s) de référence : 2013</p> <p><u>Taux moyen d'emprunt</u> :</p> <p>Taux moyen d'emprunt : 6,3%</p> <p>Source : IEDOM, 2014</p>	<p>1) <u>coût de base</u> = 3 mois CA (pour le BFR) = (CA annuel/12)*3 soit 15000€</p> <p>2) <u>calcul</u> : (coût de base*taux moyen d'emprunt)/ Volume produit poids vif (modèle d'activité) soit 157 €/T</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole (calculé sur la base du modèle de calcul DOM ci-dessus)</p> <p>Soit</p> <p>$157 \text{ €/T} - 67 \text{ €/T} = 90 \text{ €/T}$</p>	<p>Etude IEDOM 2014 = taux d'emprunt en métropole à 2,70%</p>	<p>taux métropole 2,70 %</p>	90 €/T
Assurance	<p>NON quantifiable</p> <p>Les primes sont très élevées et parfois il n'existe pas d'offre d'assurance ce</p>		<p>La pêche métropolitaine dispose d'une offre d'assurance normale.</p>		

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V3 – décembre 2014

	qui oblige le pêcheur à supporter lui-même son risque de vol, dégradation...				
Télécommunication	Non quantifiable Les coûts d'accès aux télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcout pouvant être très élevés par rapport à une économie qui dispose elle de tous les moyens de communication moderne				
Services de Conseils	Non quantifiable : problématique plutôt conjoncturelle que structurelle : le surcoût est lié au fait qu'il faille faire venir des compétences dans ces territoires lorsqu'elles n'existent pas localement du fait de l'étroitesse du marché.				
Coût liés aux activités de commercialisation visée à l'article 68 du FEAMP	NON RENSEIGNE				
Approvisionnement alimentaire (équipage)	<u>Les</u> frais d'alimentation sont de 10 euros par sortie. Ils ont évalués d'après enquête auprès de 10 pêcheurs répartis sur tout le territoire de Guadeloupe. Les surcoûts sont donc nuls pour ce poste. Année(s) de référence : 2013		Le panier de référence est un panier repas à 10 € par jour		0€/T
Triage et neutralisation des espèces toxiques ou	<u>coût main d'œuvre qualifiée</u> : Un pêcheur au casier passe en	1) <u>Coût de base</u> : coût moyen annuel de la main d'œuvre	Il n'y a pas d'espèces toxiques ou vénéneuses en métropole	0	159 €/T

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V3 – décembre 2014

vénéneuses (poisson lion pour la pêche côtière) (ce poste a été remonté en pêche car le tri est opéré à bord des navires ou lors de la débarque)	<p>moyenne une heure sur une marée de six heures à neutraliser les poissons-lions présents dans ses nasses, soit un coût annuel moyen de 221650 euros avec un salaire horaire minimum de 9,53 euros/heure et 23258 marées par an</p> <p>Source : d'après entretiens conduits auprès des pêcheurs en Guadeloupe et Martinique, nombre de marées moyen établi à partir des données SIH Ifremer pour les Antilles françaises (Guyader et al., 2013)</p>	<p>qualifiée Soit 221650 €</p> <p>2) <u>calcul</u> : coût de base / Volume produit poids vif (pêche côtière – casier/filet fixe/senne) Soit 221650/1389=159 €/T</p> <p>3) <u>surcoût</u> = coût DOM : 159 €/T</p>	justifiant une intervention de tri et de neutralisation		
Insuffisance de production pour déprédation par le poisson-lion	<p><u>Détails et justification</u> : Voir annexe calcul PJ3</p> <p><u>Prix de vente moyen</u> : Prix de vente moyen au kilo = 10 €/kg</p>	<p><u>calcul</u> : Voir annexe calcul PJ3</p> <p>Coût de l'insuffisance de production de 289€/T</p>	Le surcoût est constitué de la perte des produits liés à la vente du poisson alors que tous les coûts pour permettre la capture ont bien été engagés (coûts fixes et coûts variables : appareils, appâts, carburant...). La base métropole est 0.	0	289€/T
SURCOUT GLOBAL PAR KG DE POISSON PECHE					Total des surcoûts = 1190 €/T

2.8. Calcul des surcoûts pour l'aquaculture

L'absence de fermes aquacoles à Saint-Martin empêche d'en estimer directement les surcoûts de production. Pour ce faire, les postes et détails de fermes aquacoles en Guadeloupe seront repris. Les coûts supportés pour l'aquaculture à Saint-Martin sont au moins égaux, sinon supérieurs, aux coûts de l'aquaculture en Guadeloupe. Ceci s'explique par la nécessité la plupart du temps de réexporter depuis la Guadeloupe les aliments envoyés de métropole. A Saint-Martin, encore plus qu'en Guadeloupe, la taille critique du secteur n'est pas atteinte, ce qui a pour effet d'augmenter les coûts supportés.

2.8.1. Les aliments

Pour l'aliment, le différentiel entre les prix au départ la métropole et l'arrivée sur les sites de production de Guadeloupe est essentiellement lié au fret. S'y additionnent les coûts de débarquements, de transitaires et frais portuaires, ainsi que les coûts de stockage imposés par l'éloignement et le climat tropical (containers refroidis).

Sachant qu'un container palettisé contient au maximum 15.5 tonnes d'aliment, le ratio suivant détermine le surcoût lié à l'import ramené au Kg d'aliment disponible:

$$[(\text{Coûts de fret} + \text{frais débarquement}) / \text{Qté d'aliment transportée}] = \text{surcoût importation par Kg d'aliment disponible en Guadeloupe}$$

Les conditions chaudes, obligent les producteurs à stocker leurs aliments dans des containers climatisés ou réfrigérés ce qui n'est pas le cas en France continentale. En partant d'une ferme moyenne qui produirait 10 tonnes /an la consommation électrique liée au fonctionnement du groupe froid est assimilable à un surcoût. Une ferme d'ombrine qui produit 15 tonnes par an consomme 33 tonnes d'aliments en moyenne.

$$\text{Coût de consommation électrique annuelle lié au fonctionnement du groupe froid} / \text{quantité d'aliment stockée annuellement} = \text{surcoût lié au stockage par Kg d'aliment}$$

Le surcoût total lié à l'utilisation d'un Kg d'aliment dans le procédé de production est donc :

$$\text{Surcoût total d'utilisation d'un kg d'aliment} = \text{surcoût import} + \text{surcoûts stockage}$$

Pour chaque espèce et calibre visés, un indice de conversion moyen est connu et déterminé par une moyenne(IC), c'est-à-dire la quantité d'aliment requise pour produire un kg.

La part du « surcoût aliment » dans le surcoût global au Kg produit se détermine ainsi :

$$\text{Surcoût lié à l'aliment par type de produit} = \text{IC} \times \text{Surcoût au kg d'aliment}$$

Tableau : surcoûts d'aliments par produit aquacole

Produits/espèces	Prix du Kg d'aliment métropole	Prix du Kg d'aliment Guadeloupe	Surcoût d'un Kg d'aliment disponible Guadeloupe	Surcoût stockage d'un Kg d'aliment	Surcoût total par Kg d'aliment
Ombrine	1,20 €	1,81€	0,61€	0,05 €	0,66€

Produits espèces	Surcoût Kg d'aliment consommé	Indice de conversion moyen	Surcoût aliment par Kg produit	Surcoût aliment ramené à la tonne produite
Ombrine	0,66€	2,2	1,46 €	1 460 €
Moyenne (600g)				

2.8.2. Juvéniles

En éclosérie, les coûts de fonctionnement sont essentiellement des coûts fixes indépendants du volume de production. Le coût de production unitaire est donc inversement proportionnel aux quantités produites et vendues. Les filières ultra-marines du fait d'un développement encore insuffisant n'ont pas atteint le seuil critique qui permettrait aux écloséries d'être rentables. La situation est donc très différente de celle des écloséries hexagonales qui ont des visées européennes de fourniture en alevins, et dont la production annuelle se chiffre en millions d'unités. Les volumes produits (limités par la demande en aval) par les écloséries ultramarines se comptent plutôt en dizaines de milliers d'alevins annuels, soient une échelle de production 100 fois inférieure à celle des écloséries hexagonales. C'est le cas en Guadeloupe.



Figure : Ecloserie et juvéniles en bassins (crédit: F. Herman)

A partir de la différence de prix pratiqués on peut évaluer un surcoût à l'alevin égal à la différence :

$\text{Surcoût par juvénile} = \text{Prix juvénile Guadeloupe} - \text{Prix juvénile référence hexagone}$

Un facteur rend l'exercice plus complexe : la plupart des espèces tropicales produites dans les RUP françaises ne peuvent l'être en régions tempérées. Il faut donc identifier des espèces européennes dont les modes de production sont comparables.

L'ombrine peut être comparée avec le bar. Le prix de l'alevin de bar en France hexagonale est le même selon les écloseries contactées (Ecloserie marine de Gravelines – écloserie aquastream – écloserie FMD) soit 0,18€/pièce. En Guadeloupe il est de 0,90€ pour un alevin d'ombrine. Le différentiel est donc de 0,72€ par alevin soit +400%. Ce différentiel traduit bien la différence des échelles de production entre une écloserie artisanale dont les débouchés sont limités à la Guadeloupe et une écloserie à vocation industrielle qui vise le marché européen.

Tableau : prix des juvéniles par espèce

Espèce Guadeloupe	Espèces « miroir »	Prix juvénile Guadeloupe	Prix juvénile France hexagonale	Surcoût par juvénile Guadeloupe/France
----------------------	-----------------------	-----------------------------	------------------------------------	---

				hexagonale
Ombrine	Bar	0.90€	0,18€	+0,72€

Pour ramener ce surcoût en surcoût au kg produit, il faut évaluer le nombre d'alevins requis pour la production d'un Kg de poissons ou chevrettes en fonction du grammage. Cet effectif de départ dépend du calibre visé et de la survie moyenne estimée pour atteindre ce calibre.

En premier lieu, on détermine :

Nombre de poisson au Kg = 1000/calibre visé en g

Ensuite, à partir de la survie estimée on peut déterminer le nombre d'alevins requis pour produire ce Kg de poisson de x grammes soit :

Nombre de juvéniles requis pour produire 1 Kg = (Nb d'individus au Kg) ÷ survie en %

Et enfin, on en déduit le surcoût au Kg soit :

Surcoût lié aux juvéniles par Kg produit = Nb d'alevins requis pour produire 1 Kg x Surcoût par juvénile

La part du coût de l'alevin/ juvénile dans le Kg produit est inversement proportionnelle au calibre visé. Il en va de même pour la part du « surcoût alevins » dans le surcoût final.

Pour l'ombrine plusieurs calibres sont visés : 350g, 600g, 1Kg. La répartition des % des différents calibres dans le total des ventes sur 2014 permet de calculer un poids moyen de vente : 550 g.

Afin de simplifier, et par sécurité, le choix a été fait de ne retenir que le calibre intermédiaire (600 g) qui correspond au poids moyen de vente majorée.

Tableau : surcoûts juvéniles par tonne produite par espèce

Espèce- calibre	Nb de juvéniles requis pour produire un Kg	Surcoût juvénile	Surcoût juvéniles par Kg produit	Surcoût juvéniles par Tonne produite
Ombrine 600 g	2,56	+0,72€	1,85€	1 850€

2.8.3. Surcoûts liés à l'absence d'expertise locale et au contexte cyclonique

Certains surcoûts sont indépendants des volumes produits. Il s'agit de frais de suivi vétérinaire structurellement élevés du fait de l'absence locale de vétérinaires spécialisés en aquaculture et des coûts de maintenance des structures d'élevage élevés en raison des contraintes cycloniques connues par la pisciculture marine nécessitant une mission obligatoire annuelle d'expertise.

Le surcoût d'une mission de deux jours du vétérinaire du comité national des pêches revient à 1200€ (billet avion + nuitées). Une mission annuelle est nécessaire. Pour une pisciculture marine de 15 tonnes/an on aura donc un surcoût de 0,08€ par Kg.

Le surcoût lié à la maintenance de cages immergeables anticycloniques est lié à un check-up complet du système au moins une fois par an par un expert/plongeur professionnel (fonds de 30 mètres et plus). Ce surcoût annuel est de 3000€ soit 0,20€ par Kg produit sur une ferme de 15 tonnes/an.

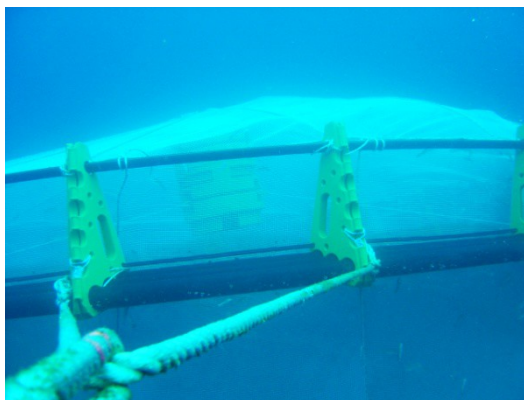


Figure : Cage immergée (crédit: F. Herman)

Au final, les surcoûts liés à l'intervention vétérinaire et à la maintenance anticyclonique s'élèvent à 280€/tonne.

2.8.4. Frais bancaires

Les opérateurs supportent d'importants surcoûts pour les crédits à l'investissement qui n'ont pas été évalués ici.

2.8.5. Assurances

Les assurances ne couvrent pas les entreprises aquicoles, ces surcoûts très importants n'ont pu donc faire l'objet d'une évaluation ici.

2.8.6. Communications

Les surcoûts supportés par la Guadeloupe pour les communications sont de 7,4% (INSEE, 2010). Les frais de communications pour l'aquaculture sont estimés à 460 €/an, soit 31 €/T produite pour une exploitation de production moyenne de 15 T.

2.8.7. Synthèse

Au total, les surcoûts supportés par l'aquaculture sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau : Récapitulatif des surcoûts de production par type de produits

Produits espèces	Surcoût aliment ramené à la tonne produite	Surcoût juvéniles par tonne produite	Surcoût mission vétérinaire (1 par an) par tonne produite	Surcoût de cages immergeables en zone cyclonique ramené à la tonne produite	SURCOUT TOTAL PAR TONNE PRODUITE SORTIE FERME
Ombrine « moyenne »	1 460 €	1 850 €	80 €	200 €	3 590 €

Des projets d'aquaculture pour des espèces non listées ici sont en cours de développement (algues alimentaires et non-alimentaires). Il n'a pas été possible d'évaluer les surcoûts pour ces productions. Aussi, le rapport moyen de surcoût pour les 3 espèces élevées en Guadeloupe par un prix de vente moyen permet d'estimer les surcoûts liés à ces nouvelles productions. Ce rapport est compris dans une fourchette de 20 à 35% du prix de vente. Aussi, un rapport de 25% sera utilisé pour toute nouvelle production aquacole.

Ainsi, pour des algues alimentaires à un prix de vente de 20 €/kg, le surcoût est de 5€/kg, ou 5000 €/T produite.

	Frais engagés par l'opérateur dans la région ultrapériphérique			Frais engagés par l'opérateur en métropole		
	Détermination de la Colonne A : à gauche la justification, à droite la méthode de calcul			Détermination de la colonne B : à gauche la justification, à droite le coût ou prix de référence		Surcoût : en €/ par kg de poids vif C = A- B
Poste	Références DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode, et résultat, de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/ kg de produit (poids vif) A		Références métropole	Méthode, et résultat, de détermination du prix unitaire de référence en métropole et des coûts en €/ kg de produit (poids vif) B	
Juveniles	Le surcoût « juveniles » est essentiellement lié aux échelles de production. L'essentiel des coûts de production en éclosérie est constitué de coûts fixes. Le prix de vente est directement lié aux volumes produits et vendus. La taille de la filière limite les débouchés commerciaux. Prix Guadeloupe : Alevin d'ombrine : 0.90€	Nbre de poissons ou crustacés au kg = 1000 / calibre visé en g. Nbre de juveniles requis pour produire 1 kg = nbre de poissons ou crustacés au KG / survie en % coût lié aux juveniles par kg produit = nbre d'alevins requis pour produire 1kg x coût par juvénile Coût juveniles par Kg Ombrine = 2.31€		Les espèces élevées dans les DOM ne sont pas présentes sur le territoire métropolitain : il faut se baser sur des « espèces équivalentes » qui sont déterminées ci-dessous : Ombrine / bar (prix 0.18€/pièce, Eclosérie marine de Gravelines, FMD, Aquastream)	Nbre de poissons ou crustacés au kg = 1000 / calibre visé en g. Nbre de juveniles requis pour produire 1 kg = nbre de poissons ou crustacés au KG / survie en % coût lié aux juveniles par kg produit = nbre d'alevins requis pour produire 1kg x coût par juvénile Coût juveniles par Kg Bar = 0.46 €	Ombrines : +1.85€/Kg

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V3 – décembre 2014

Aliment	<p>Coût aliment disponible=</p> <p>Prix aliment départ</p> <p>+ Coût transport</p> <p>+ Coût stockage</p> <p>Taux moyen d'emprunt (source IEDOM)</p> <p>Prix aliment ombrine disponible : 1.86€</p>	<p>coût du kg d'aliment disponible en Guadeloupe = (Coûts de frêt + frais débarquement) / Qté d'aliment transporté</p> <p>Coût de l'aliment par Kg produit = IC x coût aliment disponible</p> <p>Coût aliment par Kg ombrine produit Guadeloupe : 4.10€</p>		<p>Prix aliment ombrine : 1.2 €/kg aliment (source le Gouessant)</p>	<p>Coût du Kg d'aliment hexagone</p> <p>Coût de l'aliment par Kg produit = IC x coût aliment disponible</p> <p>Coût aliment par Kg ombrine produit Hexagone : 2.64€</p>	<p>Ombrines : +1.46 €</p>
Entretien	<p>- Entretien spécifique des cages immergeables par des spécialistes venus d'Europe continentale</p>	<p>1 .Cout de la prestation en €</p> <p>2.coût de l'entretien †</p> <p>Cout de la prestation/production annuelle</p> <p>3000€ pour une ferme qui produit 15T/an soient 0.2€/Kg</p>		<p>Pas de coût équivalent en métropole</p>	<p>0</p>	<p>Le surcoût est égal au coût DOM</p> <p>+0.20€/Kg</p>
Service de conseil	<p>visite annuelle d'un vétérinaire spécialisé :</p> <p>déplacement, perdiem (nourriture, hébergement, location véhicule)</p> <p>Les honoraires correspondant aux visites ne seront pas comptés car considérés équivalents à ceux de la métropole. Les honoraires compatibilisés pour les journées de voyage sont compatibilisés.</p>	<p>1. Coût de la visite en € dans le DOM hors honoraires considérés comme équivalents (journée sur site)</p> <p>2. mutualisation possible du déplacement entre les entreprises du DOM : 1 jour par entreprise :</p> <p>Cout par entreprise † (Déplacement +nbre de perdiem)/nbre d'entreprises</p> <p>3. Coût de la visite par entreprise/production annuelle</p> <p>1 AR Paris PaP (700€) + 3 nuits et per diem (500€= 1200€ par ferme de 15 Tonnes/an</p>			<p>0</p>	<p>Dans la mesure où les honoraires liés à l'intervention sur site ne sont pas comptés dans les couts RUP : surcout† cout RUP</p> <p>+0.08€/Kg pour une ferme de 15 T/an</p>

Assurance	Aucune assurance n'accepte de couvrir les entreprises aquacoles dans les RUP. Nous ne pourrions considérer ce surcoût que lorsque cette possibilité sera ouverte, aucun calcul étayé de surcoût n'ayant été fourni					
Frais de personnel	Non retenu par les RUP ou non justifié					
Télécommunication	Aucun calcul étayé de surcoût n'est fourni. Les coûts d'accès aux télécommunications seraient plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoquerait des situations de surcoût dans une économie qui dispose de tous les moyens de communication moderne					
Coût liés aux activités de commercialisation visée à l'article 68 du FEAMP	NON pertinent					
SURCOUT GLOBAL PAR KG DE POISSON PRODUIT						Total des surcoûts = somme de la colonne C Ombrines : 3.59€/Kg

2.9. Les surcoûts de la collecte

	Détermination de la Colonne A : à gauche la justification, à droite la méthode de calcul		Détermination de la colonne B : à gauche la justification, à droite le coût ou prix de référence		Surcoût : C = A- B
Poste	Références DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/tonne ou kilo <u>Colonne A</u>	Justification	Coût/prix de référence métropole <u>Colonne B</u>	
Collecte (pêche hauturière et transformateurs)	<p><u>coût de la collecte</u> :</p> <p>la collecte est réalisée par des tournées en petit utilitaire sur une distance moyenne de 30 km durant 3 heures</p> <p>Soit pour un coût par tournée de 0,54€/km (puissance basse de 5CV fiscaux, barème 2014) et un tarif horaire de main d'œuvre de 9,53€/heure, un coût par tournée de collecte de 45 euros</p> <p>sources : d'après enquête réalisée auprès d'opérateurs de pêche de l'île</p> <p>Année de référence : 2014</p> <p><u>quantité collectée</u> :</p> <p>la collecte est réalisée deux fois par semaine, afin de préserver la qualité du poisson, soit 78 collectes par an (moyenne des différentes pêches)</p> <p>La quantité collectée moyenne est de 83kg (production total moyenne/nombre de collectes, soit</p>	<p>1) <u>coût de la collecte</u> = 45 euros soit 3510 euros par an</p> <p>2) <u>calcul</u> : coût annuel DOM/ Volume collectée poids vif</p> <p>Soit : 540€/T (toutes pêches avec volume moyen considéré de 6,5 tonnes/an)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculé ci-dessus) 540€/T</p>	<p>En Métropole : du bateau au quai et du quai à la halle à marée dans la majorité des cas.</p> <p>Dans les DOM il n'existe pas de halle à marée, la collecte dans les DOM comprend donc les coûts de transport du quai vers le 1^{er} acheteur (coût carburant, assurance et location ou de leasing du camion le cas échéant, au prorata de l'activité de collecte). Le surcoût est donc égal au coût.</p>	0	540€/T

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V3 – décembre 2014

	6500/78=83kg)					
SURCOUT GLOBAL PAR KG DE POISSON PECHE						Total des surcoûts = 540€/T

2.10. Les surcoûts de la transformation

	Détermination de la Colonne A : à gauche la justification, à droite la méthode de calcul		Détermination de la colonne B : à gauche la justification, à droite le coût ou prix de référence		Surcoût : C = A- B
Poste	Références DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/tonne ou kilo par type de transformation <u>Colonne A</u>	Justification	Coût/prix de référence métropole <u>Colonne B</u>	
Matière première	La matière première est déjà aidée dans le cadre de la production. Les produits importés ne sont pas éligibles à la compensation (article 70 FEAMP)	0		0	0
Energie	<u>Consommation d'électricité</u> : Coût moyen annuel de la consommation électrique = 1550€/T Source : données moyennes estimées d'après enquêtes auprès des opérateurs de transformation de Guadeloupe Année(s) de référence : 2013	1) <u>Coût moyen annuel</u> : consommation moyenne d'électricité annuelle de 1550€/T 2) <u>calcul du surcoût</u> = coût DOM (calculés ci-dessus) – (coût / 1,35) = 1550 – 1550/1,35=402€/T	Que ce soit pour de la réfrigération ou de la congélation. Etude ADEME = 35% de consommation d'électricité en plus dans les DOM	Base référence métropole = 1 Base référence RUP = 1 ,35	402€/T

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V3 – décembre 2014

Frais financiers	<p><u>Chiffre d'affaires</u> :</p> <p>CA annuel = 360000 €</p> <p>sources : estimation d'après enquête auprès d'un transformateur de la Guadeloupe</p> <p>Année(s) de référence : 2013</p> <p><u>Taux moyen d'emprunt</u> :</p> <p>Taux moyen d'emprunt : 6,3%</p> <p>Source : IEDOM , 2014</p>	<p>1) <u>coût de base</u> = 3 mois CA (pour le BFR) = (CA annuel/12)*3= 90000 euros</p> <p>2) <u>calcul</u> : (coût de base*taux moyen d'emprunt)/ Volume produit poids vif soit (transformation) Soit $90000 * 0,063 / 30 = 189$ €/T</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole (calculé sur la base du modèle de calcul DOM ci-dessus) Soit $189 - 81 = 108$ €/T</p>	Etude IEDOM 2014 = taux d'emprunt en métropole à 2,70%	taux métropole 2,70 %	108€/T
Assurances	<p>Non quantifiable :</p> <p>Comparaison impossible à cause des disparités de situations et de taux de couvertures des assurances entre les DOM.</p>				
Télécommunication	<p>Non quantifiable</p> <p>Les coûts d'accès aux</p>				

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V3 – décembre 2014

	télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcout pouvant être très élevés par rapport à une économie qui dispose elle de tous les moyens de communication moderne				
Services de Conseils	Non quantifiable : problématique plutôt conjoncturelle que structurelle : le surcoût est lié au fait qu'il faille faire venir des compétences dans ces territoires lorsqu'elles n'existent pas localement du fait de l'étroitesse du marché.				
Coûts liés aux investissements visés à l'article 69 du règlement FEAMP	Non renseigné				
Frais de personnel	<u>Coûts salaire</u> Salaire moyen annuel chargé = 36952 €/an Source : donnée comptable d'une entreprise de transformation opérationnelle en Guadeloupe Année(s) de référence : 2013	1) <u>salaire</u> : Salaire moyen annuel chargé (coût horaire chargé*35heures*52 semaines) soit 36952 €/an 2) <u>calcul</u> : coût masse salariale / Volume produit ramené poids	Pour attirer les personnes les plus efficaces les entreprises ultramarines doivent offrir une rémunération comparativement plus attractive	Référence INSEE http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=19233 Salaire horaire brut Moyen dans les IAA (2009) : 12,2 € Soit 12,2*35heures*1,42 *52 semaines = 33 080 €	104 €/T

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V3 – décembre 2014

		<p>vif (transformation) 36952/37=998€/T</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> = coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole Soit 998 – 33080/37= 104€/T</p>	<p>(éloignement, vie chère...). Au total l'entreprise ultramarine devra payer un salaire plus élevé : Source AFD, analyse comparative DOM et métropole :</p> <p>1,42 est le coefficient pour obtenir un salaire chargé (avec charges patronales) à partir d'un salaire brut</p>		
Conditionnement et emballage	pris en compte dans la partie commercialisation				
Réfrigération et congélation	Dans le poste : coûts de l'énergie				
Coût lié aux mesures pertinentes relevant de l'article 69 du règlement FEAMP	Non renseigné				
Renouvellement des outils de productions	<p><u>Coût du renouvellement des outils de production</u> :</p> <p>Coût base 2014 des outils de</p>	<p>1) <u>coût du renouvellement des outils de production</u></p>	<p>L'investissement de construction d'une usine dans</p>	coût métropole = coût DOM annuel /1,75	164€/T

	<p>production neufs renouvelés tous les 15 ans : 720000 € pour un atelier de capacité 100 à 150 t /an.</p> <p>Source : estimation propre d'après étude de faisabilité d'un atelier de transformation en Martinique Année(s) de référence : 2007</p> <p>Lien url : http://www.parm.asso.fr/Etude-faisabilite-atelier-de.html</p>	<p>= coût d'investissement des outils de production de référence / 15 ans.</p> <p>Soit 48000 €/an</p> <p>2)calcul : Montant du renouvellement des outils de production par unité de volume : coût de renouvellement/volume production poids vif Soit $48000/125=384€/T$</p> <p>3)calcul du surcoût : coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole Soit $384-384/1,75=164€/T$</p>	<p>les DOM coûte 75 % plus cher qu'en métropole (cf. référence approuvé communautaire aide d'Etat concernant la construction d'une usine à la Réunion (Crête d'or) en 2014 et aide d'état autorisé par la Commission en conséquence de ces surcoûts).</p> <p>Justification : A titre d'exemple, le coût au m² de structures similaires est de 1.500 €/m² en métropole. Il est de 2.625 €/m² dans le projet (+75%) du fait de :</p> <p>1) Dimensionnement des écoulements et</p>		
--	---	--	--	--	--

			<p>des stockages d'eau pluviale (obligation légale de « piéger » toute l'eau de pluie sur son terrain) pour infiltration surdimensionnés du fait des statistiques de pluviométrie beaucoup plus abondante dans les DOMs).</p> <p>2) Pour des raisons de coupures d'eau éventuelles pendant les cyclones, obligation d'avoir des stocks d'eau potable surdimensionnés .</p> <p>3) Toujours du fait des cyclones, obligation d'être secouru en totalité au niveau électricité car les coupures durent souvent plusieurs jours. D'où un</p>		
--	--	--	--	--	--

			investissement sur 2 groupes électrogènes de grande puissance. 4) Petite taille du marché : les équipements doivent pouvoir tout faire, en petite quantité, en changeant souvent d'opération. En effet, la gamme est très large pour répondre aux besoins du consommateur ultramarin mais le marché local est limité.		
SURCOUT GLOBAL PAR KG DE POISSON PECHE					Total des surcoûts = sommes de la colonne C Soit 778 €/T

3. Stratégie d'action du plan de compensation 2014-2020

3.1. Objectifs du plan de compensation

Une récente étude de filière conduite sur la collectivité de Saint-Martin a permis d'établir une stratégie de développement pour la filière et un plan d'action y afférant (Alvi management, 2014). L'objectif majeur de cette stratégie, conforté par les entretiens conduits avec la profession lors de la préparation de ce plan est de structurer et professionnaliser la filière de la pêche.

3.2. Mise en œuvre du plan de compensation 2014-2020

Afin de garantir un accès rapide aux aides du plan pour la profession tout en assurant une structuration de la filière à terme à travers une structure collective professionnelle, une mise en œuvre par étapes du plan est proposée. Une étape provisoire est envisagée entre 2014 et 2016 et une étape fonctionnelle à partir de 2017. Le détail de ces étapes et de leur organisation pratique est décrit dans la partie qui suit.

3.2.1. Etape provisoire (2014-2015)

Une première étape provisoire est proposée pour une mise en œuvre rapide du plan de compensation des surcoûts. Le système fonctionnel et structuré envisagé pour la mise en œuvre du plan prendra plusieurs mois. Il doit être construit en concertation avec la profession et les acteurs présents sur la collectivité (COM, CCISM, Préfecture, DM). Il nécessite des ressources et moyens importants pour être créé. Aussi, une étape provisoire de la mise en œuvre du plan a été envisagée. Cette étape est fondée sur les déclarations de volumes des opérateurs souhaitant accéder aux aides du plan.

Ainsi, les opérateurs remplissant les critères d'éligibilité aux mesures du plan (voir ci-dessous détails des critères par mesure) déclarent les volumes produits grâce à une fiche de déclaration. Ils y joignent les factures émises dont ils disposent. Les déclarations de capture consisteront aux fiches des journaux de pêche disponibles auprès de la DM. Ces fiches incluent :

- nom du navire et entreprise de pêche
- port d'attache
- espèces débarquées
- volumes débarqués correspondant
- qualité des produits (entier, éviscéré, ébarbé, etc.)

Afin de vérifier la conformité des volumes déclarés, les opérateurs doivent fournir également les factures acquittées de glace, de carburant et d'appâts (le cas échéant). Ces factures permettront de connaître, pour une période donnée, les quantités de glace, de carburant ou d'appâts consommés. Une fourchette de volume produit par unité de volume de glace, de carburant ou d'appât sera également évaluée, qui permettra de vérifier si les volumes déclarés correspondent aux standards estimés.

Outre la mise en œuvre rapide de cette étape, elle a l'avantage de permettre une large adhésion au plan par les professionnels et une bonne compréhension de ses objectifs. Elle minimise par ailleurs le risque de fraude et de déclaration abusive, par une contre-vérification.

Par ailleurs, cette première étape, par une large adhésion de la profession et le reversement pour le financement d'une structure collective, permettra de créer les bases d'une meilleure structuration de la filière et de mettre ainsi en œuvre l'étape fonctionnelle de 2017.

3.2.2. Etape fonctionnelle (2017)

L'étape fonctionnelle prévoit l'utilisation de certificats de pesée réalisés dans deux points de débarquement contrôlés (Marigot Bay à l'ouest et Quartier d'Orléans à l'est sont les deux sites envisagés). Dans chaque point de débarquement, des pesées seront réalisées et des fiches de pesées réalisées. Ces fiches incluront un certain nombre d'information :

- Date
- nom et numéro du navire

- nom de l'entreprise
- espèce débarquée, état (entier, éviscéré, étêté) et volume correspondant
- zone de pêche

Pour plus de détails le fonctionnement envisagé de ce plan est présenté au schéma suivant. Ce schéma prévoit la participation de :

- la CCISM comme structure intermédiaire pour la gestion du plan
- la préfecture/DM comme autorité de gestion
- l'ASP comme organisme responsable du paiement

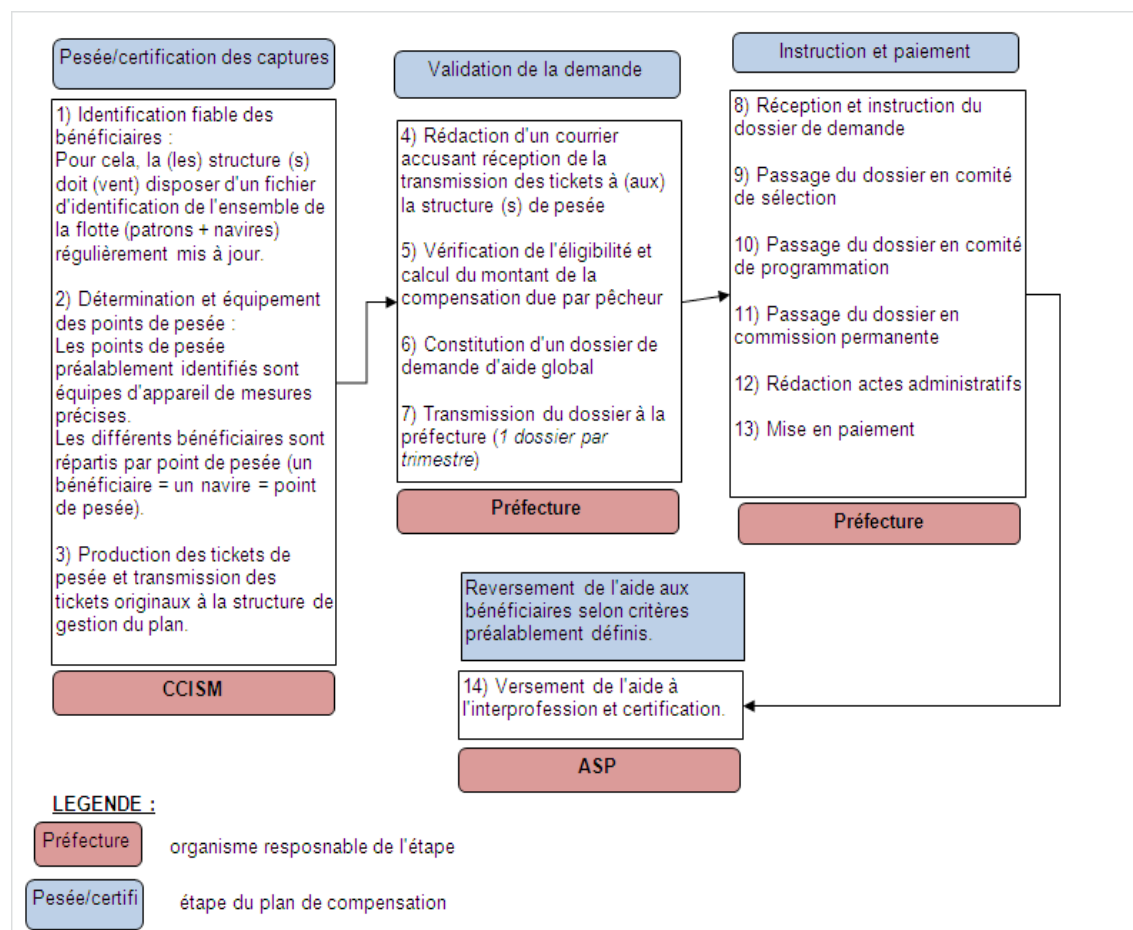


Figure : fonctionnement opérationnel du plan de compensation des surcoûts de Saint-Martin

Pour les aquaculteurs, transformateurs et mareyeurs, la mise en œuvre du plan sera facilitée par le déclenchement d'aides sur base de factures de ventes uniquement (complétée par des factures d'achats pour vérifier l'origine des produits dans le cas de transformateurs ou mareyeurs qui achètent la matière première).

3.3. Proposition de mesures.

Pour remplir les objectifs du plan de compensation et assurer la rentabilité de la filière au regard des surcoûts supportés par ses acteurs, six mesures spécifiques ont été définies : trois pour la pêche (pélagique hauturière, démersale hauturière et démersale côtière), une pour l'aquaculture, une pour la collecte et une pour la transformation. Ces mesures sont présentées ci-dessous dans des tableaux.

3.3.1. Aide à la production de la pêche pélagique hauturière

<i>Mesure</i>	<i>Aide à la production de la pêche pélagique au large</i>
<i>Objectifs</i>	Cette mesure a pour objectif de soutenir la production de la pêche pélagique hauturière et garantir les mêmes opportunités de la pêche par rapport aux pêcheurs de métropole.
<i>Bénéficiaires</i>	L'aide est versée aux opérateurs professionnels de pêche pélagique hauturière.
<i>Critères d'éligibilité</i>	De l'entreprise : -être à jour des cotisations sociales, fiscales et professionnelles -être immatriculé au registre du commerce et inscrit à l' ENIM -adhésion structure professionnelle collective
<i>Description de la mesure</i>	Etape provisoire : l'aide est versée sur la base des factures délivrées, ainsi que des déclarations de capture précisant : - nom du navire et entreprise de pêche - port d'attache - espèces débarquées - volumes débarqués correspondant - qualité des produits (entier, éviscéré, ébarbé, etc.) Les déclarations de captures devront être accompagnées des factures de glace, de carburant et d'appâts (si disponible) pour la période correspondante de pêche.
<i>Montant de l'aide</i>	Etape fonctionnelle : l'aide est versée sur la base des volumes pesés dans les points de débarquement certifiés (étape fonctionnelle) L'aide prévue est de 1,865 euros par kilogramme de poisson pélagique en équivalent poids vif.
<i>Indicateurs de suivi</i>	Etape provisoire : le suivi est assuré par les déclarations de captures Etape fonctionnelle : le suivi de cette mesure est assuré par les fiches de pesée qui précisent : - date - nom et numéro du navire - nom de l'entreprise - espèce débarquée, état (entier, éviscéré, étêté) et volume correspondant - zone de pêche

<i>Indicateurs de contrôle</i>	de	Etape provisoire : les volumes donnant lieu à versement de l'aide seront comparés avec les factures de glace, carburant et appâts.
		Etape fonctionnelle : certificats de captures
<i>Effets structurants</i>		Cette mesure permettra une structuration de la filière autour de points de débarquements contrôlés et une amélioration de la collecte de données halieutiques.

3.3.2. Aide à la production de la pêche du vivaneau

<i>Mesure</i>		<i>Aide à la production de la pêche du vivaneau</i>
<i>Objectifs</i>		Cette mesure a pour objectif de soutenir la production de la pêche du vivaneau et assurer une rentabilité de cette pratique.
<i>Bénéficiaires</i>		L'aide est versée aux opérateurs professionnels de pêche hauturière du vivaneau via l'organisme de gestion du plan.
<i>Critères d'éligibilité</i>		De l'entreprise : - être à jour des cotisations sociales, fiscales et professionnelles - être immatriculé au registre du commerce et inscrit à l'ENIM - adhésion structure professionnelle collective
<i>Description de la mesure</i>		Etape provisoire : l'aide est versée sur la base des factures délivrées, ainsi que des déclarations de capture précisant : - nom du navire et entreprise de pêche - port d'attache - espèces débarquées - volumes débarqués correspondant - qualité des produits (entier, éviscéré, ébarbé, etc.) Les déclarations de captures devront être accompagnées des factures de glace, de carburant et d'appâts (si disponible) pour la période correspondante de pêche.
<i>Montant de l'aide</i>		Etape fonctionnelle : l'aide est versée sur la base des volumes pesés dans les points de débarquement certifiés (étape fonctionnelle) L'aide prévue est de 2,01 euros par kilogramme de vivaneau en équivalent poids vif.
<i>Indicateurs de suivi</i>		Etape provisoire : le suivi est assuré par les déclarations de captures Etape fonctionnelle : le suivi de cette mesure est assuré par les fiches de pesée qui précisent : - date

		<ul style="list-style-type: none"> - nom et numéro du navire - nom de l'entreprise - espèce débarquée, état (entier, éviscéré, étêté) et volume correspondant - zone de pêche
<i>Indicateurs de contrôle</i>		<p>Etape provisoire : les volumes donnant lieu à versement de l'aide seront comparés avec les factures de glace, carburant et appâts.</p> <p>Etape fonctionnelle : certificats de captures</p>
<i>Effets structurants</i>		<p>Cette mesure permettra une structuration de la filière autour de points de débarquements contrôlés et une amélioration de la collecte de données halieutiques.</p>

3.3.3. Aide production de la pêche côtière

<i>Mesure</i>	<i>Aide à la production de la pêche côtière</i>
<i>Objectifs</i>	Cette mesure a pour objectif de soutenir la production de la pêche côtière et garantir les mêmes opportunités de la pêche par rapport aux pêcheurs de métropole.
<i>Bénéficiaires</i>	L'aide est versée aux opérateurs professionnels de pêche côtière via l'organisme de gestion du plan.
<i>Critères d'éligibilité</i>	De l'entreprise : <ul style="list-style-type: none"> -être à jour des cotisations sociales, fiscales et professionnelles -être immatriculé au registre du commerce et inscrit à l'ENIM -adhésion structure professionnelle collective
<i>Description de la mesure</i>	<p>Etape provisoire : l'aide est versée sur la base des factures délivrées, ainsi que des déclarations de capture précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nom du navire et entreprise de pêche - port d'attache - espèces débarquées - volumes débarqués correspondant - qualité des produits (entier, éviscéré, ébarbé, etc.) <p>Les déclarations de captures devront être accompagnées des factures de glace, de carburant et d'appâts (si disponible) pour la période correspondante de pêche.</p> <p>Etape fonctionnelle : l'aide est versée sur la base des volumes pesés dans les points de débarquement certifiés (étape fonctionnelle)</p>
<i>Montant de l'aide</i>	L'aide prévue est de 1,19 euros par kilogramme de poisson, crustacé ou mollusque côtier débarqué, en équivalent poids vif.
<i>Indicateurs de suivi</i>	<p>Le suivi de cette mesure est assuré par les fiches de pesée qui précisent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - date - nom et numéro du navire - nom de l'entreprise - espèce débarquée, état (entier, éviscéré, étêté) et volume correspondant - zone de pêche
<i>Indicateurs de contrôle</i>	Etape provisoire : les volumes donnant lieu à versement de l'aide seront comparés avec les factures de glace, carburant et appâts.
<i>Effets structurants</i>	<p>Etape fonctionnelle : certificats de captures.</p> <p>Cette mesure permettra une structuration de la filière autour de points de débarquements contrôlés.</p>

3.3.4. Aide à la production aquacole

<i>Mesure</i>	<i>Aide à la production aquacole</i>
<i>Objectifs</i>	Cette mesure a pour objectif de développer l'investissement des acteurs dans la production aquacole.
<i>Bénéficiaires</i>	L'aide est versée aux aquaculteurs via la structure collective
<i>Critères d'éligibilité</i>	<p>L'aide est octroyée à tout aquaculteur respectant les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - disposer d'un minimum de moyens de productions : 1000m² d'étangs ou 1 cage d'aquaculture marine de 100m³ ou 10m³ de bassins hors sol. -être à jour des cotisations sociales, fiscales et professionnelles -disposer d'un numéro SIRET -adhérer à une structure professionnelle collective et commercialiser tout ou partie de sa production par son intermédiaire
<i>Description de la mesure</i>	L'aide est versée sur la base des volumes commercialisés par l'intermédiaire du groupement déterminés par les factures de ventes au groupement.
<i>Montant de l'aide</i>	L'aide prévue est de 3,59 euros par kilogramme pour la production d'ombrine.
<i>Indicateurs de suivi</i>	Le suivi des volumes donnant lieu à versement de l'aide est opéré sur la base des factures de vente.
<i>Indicateurs de contrôle</i>	<ul style="list-style-type: none"> -Carnet métrologique des balances pour la certification des balances - factures et tableaux centralisateurs -comptabilités des entreprises
<i>Effets structurants</i>	Cette mesure permettra une organisation de la filière autour d'une structure professionnelle collective.

3.3.5. Aide à la collecte

<i>Mesure</i>	<i>Aide à la collecte</i>
<i>Objectifs</i>	Cette mesure a pour objectif de soutenir la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture locaux.
<i>Bénéficiaires</i>	<p>L'aide est versée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux mareyeurs (disposant d'un code APE, d'un numéro de SIRET et d'un agrément sanitaire) commercialisant des produits locaux - aux producteurs et aux groupements de producteurs qui commercialisent eux-mêmes leur production.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<p>De l'entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> -être à jour des cotisations sociales, fiscales et professionnelles

<i>Description de la mesure</i>	<ul style="list-style-type: none"> -disposer d'un numéro SIRET et d'un code NAF en lien avec la production ou la commercialisation des produits de la mer -adhésion à une structure professionnelle collective <p>L'aide est versée sur la base des factures de ventes des produits.</p>
<i>Montant de l'aide</i>	L'aide prévue est de 0,540 euros par kilogramme de poisson, crustacé ou mollusque en équivalent poids vif.
<i>Indicateurs de suivi</i>	Le suivi des volumes donnant lieu à versement de l'aide est opéré sur la base des factures de vente.
<i>Indicateurs de contrôle</i>	<ul style="list-style-type: none"> -Factures d'achat spécifiant l'origine des produits -factures de vente -comptabilités des entreprises
<i>Effets structurants</i>	Cette mesure permettra une professionnalisation et une traçabilité de la commercialisation des produits de la mer locaux. Elle renforce la pertinence des circuits courts.

3.3.6. Aide à la transformation

<i>Mesure</i>	<i>Aide à la transformation</i>
<i>Objectifs</i>	Cette mesure a pour objectif de développer la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture locaux à Saint-Martin.
<i>Bénéficiaires</i>	L'aide est versée aux transformateurs (disposant d'un code APE, d'un numéro de SIRET et d'un agrément sanitaire) traitant des produits locaux.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<p>De l'entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> -être à jour des cotisations sociales, fiscales et professionnelles -disposer d'un numéro SIRET et d'un code NAF en lien avec l'activité -disposer d'un agrément sanitaire -adhésion à une structure professionnelle collective
<i>Description de la mesure</i>	<p>L'aide est versée sur la base des factures d'achats des produits locaux de la pêche et de l'aquaculture.</p> <p>Seuls les volumes en équivalent poids vif seront considérés pour el versement de l'aide. Un ratio sera appliqué pour des produits déjà traités.</p>
<i>Montant de l'aide</i>	L'aide prévue est de 0,778 euros par kilogramme de poisson, crustacé ou mollusque en équivalent poids vif.
<i>Indicateurs de suivi</i>	Le suivi des volumes donnant lieu à versement de l'aide est opéré sur la base des factures d'achats avec identification du professionnel (nom de l'entreprise ou du navire, numéro SIRET) et factures de ventes.
<i>Indicateurs de</i>	-Factures d'achat fournisseur spécifiant l'origine des produits

<i>contrôle</i>	-factures de vente au destinataire final -comptabilités des entreprises
<i>Effets structurants</i>	Cette mesure permettra un développement de la transformation des produits de l'île et une structuration des opérateurs de ce segment.

3.4. Tableau récapitulatif des aides FEAMP à la compensation des surcoûts

Le tableau récapitulatif des montants en jeu pour la mise en œuvre du plan de compensation de Saint-Martin est présenté ci-dessous. Il traduit une adhésion progressive des opérateurs au plan de compensation. Le volume donnant lieu à compensation atteint dès l'année 2015 est supérieur à la totalité d'adhésion des volumes de référence pour ce plan car il traduit l'adhésion de pêcheurs aujourd'hui non officiels. La plupart des pêcheurs officiels ayant confirmé leur volonté de participer au plan, une adhésion de 100% des pêcheurs officiels est envisagée dès l'année 2014.

Pour la transformation et le commerce, l'adhésion est estimée seulement en termes de volume donnant lieu à compensation. Il est en effet difficile de juger des volumes de production moyens des entreprises de transformation. Ces volumes dépendent de la capacité de production des ateliers, qui sont très variables, à la différence de projets d'aquaculture qui sont plus « standards » car soumis à des contraintes spatiales plus fortes.

	2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020
	Volume	Montant	Volume	Montant	Volume	Montant	Volume	Montant	Volume	Montant	Volume	Montant	Volume
Aide pêche pélagique	60	111900	80	149200	100	186500	110	205150	120	223800	140	261100	170

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V3 – décembre 2014

Aide pêche vivaneau	7.5	15075	7.5	15075	7.5	15075	15	30150	15	30150	20	40200	30
Aide pêche côtière	70	83300	80	95200	90	107100	100	119000	105	124950	110	130900	115
Aide aquaculture - ombrine	0	0	0	0	0	0	0	0	15	53850	15	53850	30
Aide transformation	0	0	10	7780	10	7780	30	23340	50	38900	70	54460	90
Aide collecte	30	16200	40	21600	50	27000	60	32400	70	37800	80	43200	90
Enveloppe totale	226475		288855		343455		410040		509450		583710		740 520

4. Références bibliographiques

ALVI management, 2014. Structuration du secteur «pêche professionnelle» dans la Collectivité de Saint-Martin -Mai -Juin 2014, CCISM.

FranceAgriMer, 2014. Les cahiers de FranceAgriMer, Les filières pêche et aquaculture en France. Edition 2014, FranceAgriMer.

Guyader, O., Bellanger, M., Reynal, L., Demanèche, S. et P. Berthou, 2013. Fishing strategies, economic performance and management of moored fishing aggregating devices in Guadeloupe, *Aquat. Living Resour.* 26, 97–105 (2013)

IEDOM, 2014a. Coût du crédit aux entreprises à la Guadeloupe et dans les autres DOM, Avril 2014, lien : http://www.iedom.fr/IMG/pdf/infos_financieres_cout_du_credit_042014_guadeloupe.pdf consulté le 10 octobre 2014.

IEDOM, 2014b. Rapport annuel 2013 Saint-Martin. http://www.iedom.fr/IMG/pdf/ra2013_saint-martin.pdf consulté le 20 octobre 2014.

INSEE, 2010. Comparaison des prix entre les DOM et la métropole en 2010, http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1304 consulté le 29 janvier 2014

INSEE, 2014. Prix moyens mensuels de vente au détail en métropole - Supercarburant sans plomb, indice d'octane 95 (1 litre) URL : <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/serie.asp?idbank=000849411> (consulté le 14 décembre 2014)

MEDDE, 2014. La fiscalité des produits énergétiques applicable en 2014 - 22 avril 2009 (mis à jour le 3 novembre 2014), URL : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-fiscalite-des-produits,11221.html> (consulté le 15 novembre 2014)